

Rapport aux actionnaires



La Banque Royale du Canada déclare des résultats records pour le premier trimestre de 2007

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Faits saillants du premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006 ⁽¹⁾ :

- Bénéfice net de 1 494 millions de dollars, en hausse de 27,6 %.
- Bénéfice dilué par action de 1,14 \$, en hausse de 28,1 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 27,3 %, en hausse de 340 points de base.
- Revenus de 5 698 millions de dollars, en hausse de 738 millions ou 15 %.
- Frais autres que d'intérêt de 3 067 millions de dollars, en hausse de 316 millions ou 11 %.
- Annonce d'une augmentation de 0,06 \$ ou 15 % de notre dividende trimestriel.

(1) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes précédentes correspondantes.

TORONTO, le 2 mars 2007 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net record de 1 494 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2007, en hausse de 323 millions ou 27,6 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,14 \$, en hausse de 28,1 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 27,3 %, comparativement à 23,9 % l'an dernier. Cette croissance est en grande partie attribuable à des revenus solides dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, notamment une croissance de 31 % du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, de 27 % du secteur Marchés des Capitaux et de 48 % du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous avons commencé l'exercice 2007 avec des résultats remarquables qui reflètent nos investissements continus dans tous nos secteurs d'exploitation. La mise en œuvre de nos initiatives stratégiques nous aide à améliorer notre part de marché au Canada et à accroître nos activités à l'échelle mondiale. »

Le total des revenus a augmenté de 738 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance solide des activités bancaires et de gestion de patrimoine découlant de notre expansion et de nos acquisitions ciblées, ainsi que de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives stratégiques. Les résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt attribuables au nombre important de transactions effectuées et l'accroissement des revenus découlant de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus liés aux activités d'assurance, qui tient principalement à l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, laquelle a été en grande partie contrebalancée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	15	Questions et contrôles comptables	23	RBC Marchés des Capitaux
2	Message du président et chef de la direction	16	Résultats des secteurs d'exploitation	24	Services de soutien généraux
4	Rapport de gestion	16	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	25	Données figurant au bilan et analyse du bilan
4	Aperçu de la Banque Royale du Canada	16	Incidence des taux de change sur nos secteurs d'exploitation	26	Gestion du capital
4	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	17	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	29	Arrangements hors bilan
5	Faits saillants financiers	19	RBC Particuliers et entreprises – Canada	29	Opérations entre apparentés
6	Résumé	21	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	29	Gestion du risque
10	Résultats consolidés			34	États financiers consolidés intermédiaires
14	Résultats trimestriels et analyse des tendances			38	Notes complémentaires
				51	Renseignements aux actionnaires

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 316 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités. La hausse des coûts à l'appui de notre croissance, notamment l'augmentation de l'effectif de notre réseau de distribution et du nombre de succursales, a également contribué à cette augmentation.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 115 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale constatée à l'exercice précédent, ainsi que la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises au cours de ce trimestre. La hausse des provisions au titre de nos marges de crédit personnelles non garanties et de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts sur cartes de crédit a également contribué à cette augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 136 millions de dollars ou 21 % comparativement à l'an dernier. Ce recul reflète principalement l'incidence favorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, ainsi que les charges liées aux ouragans constatées à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités de réassurance-vie en Europe et de nos activités au pays.

La charge d'impôts a augmenté de 103 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,3 % ce trimestre, par rapport à 22,0 % l'an dernier.

Le bénéfice net du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada a augmenté de 208 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient en grande partie à la forte croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète la poursuite fructueuse de nos initiatives visant la croissance. L'amélioration de nos résultats reflète aussi la constatation de charges liées aux ouragans l'an dernier,

ainsi qu'un ajustement favorable lié au reclassement des capitaux d'investissement étrangers au cours de ce trimestre.

Le bénéfice net du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International s'est accru de 48 millions de dollars ou 48 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 40 millions de dollars US ou 45 %, résultat qui tient surtout à la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, y compris l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag).

Le bénéfice net du secteur RBC Marchés des Capitaux a augmenté de 90 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance générale enregistrée dans la plupart de nos secteurs d'activité et relativement à nos catégories de produits.

Comparativement au quatrième trimestre de 2006, notre bénéfice net consolidé s'est accru de 232 millions de dollars ou 18 %, et le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,18 \$ ou 19 %. Cette augmentation reflète en grande partie les résultats à la hausse liés aux activités de négociation du secteur RBC Marchés des Capitaux, une forte croissance des revenus de tous les secteurs d'exploitation de RBC Particuliers et entreprises – Canada et une solide croissance des activités du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International en raison du succès de nos initiatives de croissance, notamment l'acquisition de Flag. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux, laquelle découle du rendement amélioré des activités.

Au 31 janvier 2007, le ratio du capital de première catégorie s'élevait à 9,2 %, en baisse par rapport à 9,5 % l'an dernier et en baisse par rapport à 9,6 % à la fin du trimestre précédent. Ces diminutions découlent du fait que la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques relatifs à nos activités de prêt et de négociation a dépassé le montant élevé de capitaux générés à l'interne. Le ratio du capital total était de 11,2 %, en baisse de 160 points de base par rapport à 12,8 % l'an dernier, et en baisse de 70 points de base comparativement à 11,9 % au trimestre précédent.

Message du président et chef de la direction

Le bénéfice de 1,49 milliard de dollars constaté ce trimestre est attribuable à la croissance des revenus de la plupart de nos secteurs d'activité et à la poursuite de nos initiatives visant la croissance de nos activités au Canada et à l'étranger. Ce résultat reflète la solidité de nos activités diversifiées à l'échelle mondiale.

Au Canada, nous avons accru notre équipe de vente et ouvert des succursales afin d'élargir notre réseau de distribution et d'accroître nos capacités au chapitre des relations avec les clients. Aux États-Unis, nous avons procédé à des acquisitions clés et continuons d'élargir notre réseau de distribution de manière à faciliter la poursuite de nos initiatives visant la croissance. À l'échelle mondiale, nous avons continué de présenter de nouvelles gammes de produits et de solutions afin de répondre aux besoins de nos clients. Par ailleurs, nous avons continué d'investir dans des technologies grâce auxquelles nos clients peuvent plus facilement faire affaire avec nous. Ces efforts nous ont aidés à améliorer notre part de marché au Canada et à accroître nos activités à l'étranger. Nous avons affecté du capital aux fins de l'accroissement de nos actifs, de nos acquisitions ciblées, du versement de dividendes et de rachats d'actions. Toutes ces activités nous aident à générer des rendements solides pour nos actionnaires.

Nous avons établi nos objectifs annuels pour 2007 à la fin de 2006, en nous fondant sur nos perspectives concernant l'économie et nos activités. Nos résultats du premier trimestre cadrent bien avec ces objectifs :

	Objectifs pour 2007	Rendement au premier trimestre de 2007
1. Croissance du bénéfice dilué par action	10 %+	28,1 %
2. Levier d'exploitation (1)	> 3 %	6 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	27,3 %
4. Ratio du capital de première catégorie (2)	8 %+	9,2 %
5. Ratio de distribution	40 %–50 %	35 %

(1) Notre levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, compte non tenu des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées, des ajustements comptables liés aux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des revenus liés à l'Assurance mondiale. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés à l'Assurance mondiale. Ce levier constitue une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, il y a lieu de se reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Calculé selon les directives publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Le bénéfice dilué par action a augmenté de 28,1 % et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 27,3 %, résultats qui se comparent favorablement avec notre objectif de croissance du bénéfice par action de plus de 10 %, et notre objectif de croissance du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires de plus de 20 %. Pour le trimestre, nous avons obtenu un levier d'exploitation de 6 %, comparativement à notre objectif de plus de 3 %. Nous avons maintenu notre solide position de capital, notre ratio du capital de première catégorie de 9,2 % demeurant bien supérieur à notre objectif de plus de 8 %. Grâce à des revenus solides et constants, nous

augmentons le dividende trimestriel sur nos actions ordinaires de 0,06 \$ ou 15 %, pour l'établir à 0,46 \$ au deuxième trimestre en vue d'atteindre un ratio de distribution de 40 % à 50 % pour 2007.

Nous avons continué d'accomplir des progrès relativement à nos objectifs stratégiques ce trimestre.

1. Être le chef de file incontesté du secteur des services financiers au Canada

- RBC a ouvert quatre nouvelles succursales et a commencé à moderniser 55. Nous avons également souligné le dixième anniversaire de nos services bancaires en ligne et offrons désormais ces services en ligne à plus de 3 millions de clients.
- L'installation, dans nos guichets automatiques bancaires, de dispositifs visant à réduire la fraude nous aide à combattre les activités illicites et à maximiser la sécurité pour nos clients.
- RBC Gestion d'actifs a lancé un certain nombre de nouveaux produits, notamment le Portefeuille de croissance dynamique sélect RBC et deux nouveaux fonds RBC O'Shaughnessy.
- Dans le cadre de notre engagement visant à constamment améliorer la valeur que nous offrons aux épargnants, nous avons réduit les honoraires de gestion liés à nos fonds communs de placement en actions internationales et mondiales.
- RBC Gestion d'actifs a été la première société de fonds au Canada à adopter la nouvelle réglementation en matière de valeurs mobilières qui exige une surveillance indépendante des fonds communs de placement, confirmant ainsi sa position de chef de file dans le domaine de la gouvernance des fonds.
- RBC Assurances a ouvert 3 nouvelles succursales, portant le total à 13.
- RBC Marchés des Capitaux a été nommé le meilleur négociateur en 2006 (*National Post*).
- RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de chef de file dans le cadre de la plus importante émission d'obligations jamais effectuée au Canada, soit l'émission de 8,1 milliards de dollars d'obligations effectuée par Canada Housing Trust.

2. Tirer parti de la solidité de nos services bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés financiers aux États-Unis

- RBC Centura a conclu l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag).
- Les marges approuvées de RBC Dain Rauscher dans le cadre du programme RBC Premier Line of Credit, offert par l'entremise de RBC Gestion Privée Globale, ont augmenté au cours du trimestre pour s'établir à 950 millions de dollars US, une hausse par rapport à 500 millions de dollars US pour l'exercice précédent.
- RBC Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Carlin Financial Group et de Daniels & Associates, L.P.
- RBC Marchés des Capitaux a étendu ses services aux clients de l'industrie minière en créant un centre spécialisé dans les métaux de base à New York, qui vient compléter l'équipe mise sur pied à Londres l'an dernier.

3. Être un prestataire de choix de services financiers spécialisés à l'échelle mondiale

- RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de chef de file dans le cadre des deux premières émissions de 1 milliard de dollars US d'euro-obligations en 2007.
- RBC Marchés des Capitaux a continué de dominer le secteur des obligations Feuilles d'érable en agissant à titre de codirecteur et cochef de file pour l'émission de la tranche d'obligations Feuilles d'érable à taux fixe la plus importante dans le secteur des obligations de gouvernements, d'organismes supranationaux et d'agences.
- RBC Marchés des Capitaux a procédé à sa première opération sur le marché AIM en agissant à titre de conseiller auprès de l'entreprise minière Berkeley Resources Ltd., basée en Australie, quant à son inscription à la Bourse de Londres.
- RBC Gestion Privée Globale a été nommée meilleur prestataire de services de fiducie au Royaume-Uni (selon *Euromoney*).

Nouveau secteur Gestion de patrimoine

À compter du prochain trimestre, nous présenterons nos résultats selon une nouvelle structure incluant un secteur nouvellement créé, à savoir la Gestion de patrimoine. Ce nouveau secteur regroupera les activités visant à répondre directement aux besoins croissants des clients fortunés et de ceux disposant d'un avoir net élevé, à l'échelle mondiale, ainsi que les activités liées à la gestion de l'actif et aux produits de fiducie.

Nous sommes d'avis que la demande mondiale visant des produits et services de gestion de patrimoine continuera d'augmenter parallèlement au développement de l'économie mondiale et aux changements démographiques. Cette restructuration nous positionne de manière à accroître de façon dynamique notre présence dans le marché des services de gestion de patrimoine au cours des prochaines années.

Notre responsabilité d'entreprise

Nous savons que la valeur d'une société ne peut être déterminée uniquement en fonction de ses résultats financiers et nous sommes conscients du fait que les investisseurs exigent que les sociétés les plus performantes démontrent également une perspective à long terme dans leur façon d'atteindre ces résultats. Lorsque nous prenons des décisions touchant nos activités, nous tenons compte des intérêts actuels et futurs des différents publics, notamment nos clients, nos employés, nos investisseurs et les collectivités où nous exerçons nos activités. Selon moi, cette approche globale a grandement contribué à notre réussite à long terme.

Nous avons récemment publié notre Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et Déclaration de responsabilité publique 2006, lequel fournit un aperçu des engagements de RBC sur les plans social, économique et environnemental, et décrit la façon dont nos activités influent sur les collectivités et les pays où nous exerçons ces activités. Ce rapport résume également nos pratiques commerciales ainsi que nos pratiques en milieu de travail, auxquelles nous accordons une grande importance afin d'assurer une prospérité durable pour tous les publics. Nous sommes un chef de file au Canada en matière de responsabilité d'entreprise, et le rapport met en évidence les distinctions que nous avons eu le privilège de recevoir à cet égard à l'échelle mondiale. Ainsi, RBC a été nommée l'une des 100 premières entreprises du monde en matière de développement durable (*Innovest, Corporate Knights, BusinessWeek*), et nous continuons de faire partie du Dow Jones Sustainability Index, de l'indice FTSE4Good et de l'indice Jantzi Social.

Nous avons également eu l'honneur de nous classer au deuxième rang en ce qui concerne les cultures d'entreprise les plus admirées du Canada (*Waterstone Human Capital, Canadian Business*), d'être au nombre des 100 plus grandes marques bancaires dans le monde (*Brand Finance, The Banker*), et d'avoir été reconnu comme la société dont la marque a la plus grande valeur au Canada (*Interbrand*).

Nous avons l'intention de continuer à démontrer que nous appliquons des principes de développement durable au chapitre de nos activités commerciales et de notre rendement, et de faire preuve de leadership dans des domaines précis d'ordre social et environnemental où nous sommes en mesure d'avoir une incidence positive.

Pour terminer, j'aimerais reconnaître le rendement exceptionnel de nos employés, dont tous nos publics bénéficient, et j'aimerais remercier nos clients de la confiance qu'ils continuent de nous témoigner en faisant affaire avec nous.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 octobre 2006. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2006 aux actionnaires (rapport annuel 2006). Ce rapport de gestion est daté du 2 mars 2007, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens. En date du 31 octobre 2006, RBC Mortgage Company avait cédé presque tous ses actifs et obligations restants, et ses résultats ne sont plus présentés séparément dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes précédentes correspondantes.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2006, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des

services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 14 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans 34 pays partout dans le monde.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2007, ainsi que les stratégies concernant la réalisation de nos objectifs, de même que les déclarations concernant nos opinions, perspectives, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents, tant généraux que bien précis, qui entraînent la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque opérationnel et d'autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et la livre sterling; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; la réussite de la mise en œuvre de notre stratégie; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et des

coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations concernant les provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés. Les autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs comprennent notamment : l'élaboration réussie et opportune de nouveaux produits et services; l'expansion fructueuse et le développement de canaux de distribution et la réalisation de revenus à la hausse tirés de ces canaux; les activités sur les marchés financiers mondiaux; les changements technologiques et notre dépendance envers des tiers aux fins de la fourniture des composantes de notre infrastructure commerciale; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de maladies entraînant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, ou de perturbations touchant l'infrastructure publique, y compris les transports, les communications et l'alimentation en électricité et en eau; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux ou d'autres développements politiques, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons et réussissons à gérer les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque du présent rapport, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs dans le rapport annuel 2006.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Variation 31 janvier 2007 par rapport au	
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Total des revenus	5 698 \$	5 349 \$	4 960 \$	349 \$	738 \$
Frais autres que d'intérêt	3 067	2 955	2 751	112	316
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	159	47	3	115
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	516	611	652	(95)	(136)
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 953	1 624	1 510	329	443
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 494	1 263	1 172	231	322
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	(1)	(1)	1	1
Bénéfice net	1 494 \$	1 262 \$	1 171 \$	232 \$	323 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$	0,19 \$	0,26 \$
Bénéfice par action – dilué	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$	0,18 \$	0,25 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	27,3 %	23,9 %	23,9 %	340 p.b.	340 p.b.
Rendement du capital de risque (2)	41,6 %	37,3 %	37,9 %	430 p.b.	370 p.b.
Marge nette d'intérêt (3)	1,33 %	1,31 %	1,39 %	2 p.b.	(6)p.b.
Ratios de capital (4)					
Ratio du capital de première catégorie	9,2 %	9,6 %	9,5 %	(40)p.b.	(30)p.b.
Ratio du capital total	11,2 %	11,9 %	12,8 %	(70)p.b.	(160)p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	571 615 \$	536 780 \$	487 874 \$	34 835 \$	83 741 \$
Valeurs mobilières	196 851	184 869	165 658	11 982	31 193
Prêts à la consommation	151 867	148 732	138 581	3 135	13 286
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	67 851	61 207	55 615	6 644	12 236
Dépôts	365 606	343 523	314 872	22 083	50 734
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	21 450	20 500	19 300	950	2 150
Moyenne du capital de risque (2)	14 100	13 150	12 150	950	1 950
Actif ajusté en fonction des risques (4)	242 290	223 709	204 247	18 581	38 043
Biens sous gestion	157 700	143 100	128 500	14 600	29 200
Biens administrés – RBC	561 200	525 800	486 000	35 400	75 200
– RBC Dexia IS (5)	2 050 000	1 893 000	1 738 100	157 000	311 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 274 354	1 274 697	1 284 333	(343)	(9 979)
– moyenne (diluée)	1 293 085	1 293 864	1 304 378	(779)	(11 293)
– à la fin	1 275 950	1 280 890	1 290 983	(4 940)	(15 033)
Dividendes déclarés par action	0,40 \$	0,40 \$	0,32 \$	– \$	0,08 \$
Rendement de l'action	3,0 %	3,3 %	2,9 %	(30)p.b.	10 p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	54,60 \$	49,80 \$	44,54 \$	4,80 \$	10,06 \$
Capitalisation boursière (TSX)	69 667	63 788	57 494	5 879	12 173
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	62 755	60 858	59 429	1 897	3 326
Nombre de succursales	1 467	1 443	1 421	24	46
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 273	4 232	4 268	41	5
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (6)	0,861 \$	0,897 \$	0,865 \$	(0,04)\$	(0,00)\$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,850	0,890	0,878	(0,04)	(0,03)

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque sont des mesures hors PCGR. Plus de détails et un rapprochement des données sont présentés à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Calculé selon les directives publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 31 décembre 2006, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Résumé

Nous avons constaté un bénéfice élevé ce trimestre, qui reflète l'élan positif enregistré dans nos secteurs d'exploitation et secteurs géographiques. Nos résultats sont attribuables au maintien de la croissance des activités de gestion de patrimoine, des activités sur les marchés financiers et des activités d'assurance, ainsi qu'à l'amélioration de notre gamme de produits bancaires.

Examen de la conjoncture économique et des marchés

La croissance de l'économie au Canada a été modeste, situation qui reflète principalement le ralentissement des marchés de l'habitation et des dépenses de consommation. Nous avons néanmoins observé des signes encourageants liés à la reprise des ventes de détail, des livraisons de produits du secteur de la fabrication et de la croissance des exportations vers la fin du trimestre. La Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 4,25 % au cours de la période, le taux d'inflation étant conforme à l'objectif établi par la Banque du Canada.

Aux États-Unis, l'économie a connu une croissance supérieure aux prévisions durant la période, malgré le ralentissement des marchés de l'habitation. Les dépenses de consommation élevées ont constitué le principal moteur de l'économie au cours de la période, les investissements effectués par les entreprises ayant diminué. La Réserve fédérale américaine a également maintenu le taux des fonds fédéraux à 5,25 % pour la période, car elle a tenu compte des pressions inflationnistes modérées, du raffermissement de la croissance économique et des indicateurs de stabilisation des marchés de l'habitation.

La croissance économique mondiale a été vigoureuse au cours du trimestre, créant des conditions favorables pour le secteur financier. Une croissance solide dans la zone euro et au Royaume-Uni combinée à un faible taux de chômage ont accru les inquiétudes relatives à

Ces résultats s'expliquent également par la conjoncture générale favorable, laquelle reflète la stabilité des taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés et les hausses salariales, malgré le ralentissement des marchés de l'habitation.

l'inflation. Par conséquent, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont haussé les taux d'intérêt au cours du trimestre afin de contenir les pressions inflationnistes. De même, la Chine poursuit sa croissance à un rythme soutenu, en grande partie grâce à la croissance solide des exportations aux États-Unis, en raison des avantages concurrentiels de son secteur de la fabrication à forte main-d'œuvre.

En Amérique du Nord, la qualité du crédit a diminué légèrement, mais la croissance du crédit est restée bonne. Au Canada, les modifications à la réglementation sur les fiduciaires de revenu ont entraîné une hausse marquée des soldes des dépôts des particuliers et des ventes de fonds communs de placement.

De façon générale, les conditions sur les marchés financiers à l'échelle internationale sont demeurées solides et se sont traduites par des volumes de négociation élevés et par une amélioration des activités de montage de titres de participation et de prêts. Au Canada, un certain nombre d'opérations notables concernant le montage de titres de participation ont eu lieu ce trimestre, et les activités de fusion et d'acquisition sont demeurées élevées, la moyenne des valeurs de ces transactions ayant augmenté. Aux États-Unis et à l'échelle internationale, les activités de fusion et d'acquisition ont conservé leur dynamisme, grâce aux conditions favorables du marché.

Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net record de 1 494 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2007, en hausse de 323 millions ou 27,6 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,14 \$, en hausse de 28,1 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 27,3 %, comparativement à 23,9 % l'an dernier. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la croissance élevée des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux résultats à la hausse liés aux activités de négociation et de montage. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités.

Le total des revenus a augmenté de 738 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance solide des activités bancaires et de gestion de patrimoine découlant de nos activités d'expansion et de nos acquisitions ciblées, ainsi que de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives stratégiques. Les résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt attribuables au nombre important de transactions effectuées et à l'accroissement des revenus tirés de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation ont également contribué à cette augmentation. Les résultats ce trimestre ont été touchés favorablement par la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un trimestre complet, les résultats de nos anciens Services aux investisseurs institutionnels pour une période de deux mois ayant été constatés au trimestre précédent et par un ajustement favorable lié au reclassement des capitaux d'investissement étrangers au cours de la période considérée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus liés aux activités d'assurance, qui tient en grande partie à l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, laquelle a été en grande partie contrebalancée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 316 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités. La hausse des coûts à l'appui de notre croissance, notamment l'augmentation de l'effectif de notre réseau de distribution et du nombre de succursales, a également contribué à l'augmentation. Cette dernière reflète également la hausse des coûts

liés à RBC Dexia IS, qui tient en grande partie à la prise en compte des résultats pour un mois supplémentaire, ainsi qu'à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 115 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale constatée à l'exercice précédent, ainsi que la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises au cours de ce trimestre. La hausse des provisions liées à nos marges de crédit personnelles non garanties et à nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts sur cartes de crédit a également contribué à cette augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 136 millions de dollars ou 21 % comparativement à l'an dernier. En excluant l'incidence favorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et les charges liées aux ouragans constatées à l'exercice précédent, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 6 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie attribuable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis et au niveau accru des ajustements nets des provisions techniques ce trimestre. Les résultats du trimestre considéré comprenaient un ajustement cumulatif de 38 millions de dollars relatif à l'évaluation concernant des périodes précédentes, et les résultats l'an dernier tenaient compte d'un montant semblable. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités de réassurance-vie en Europe et de nos activités au pays. Un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, compte non tenu de l'incidence des éléments dont il est fait mention ci-dessus, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

La charge d'impôts a augmenté de 103 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,3 % ce trimestre, par rapport à 22,0 % l'an dernier. Le résultat ce trimestre a été touché favorablement par la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles et par le bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux. Le taux d'imposition effectif à l'exercice précédent a bénéficié de la contrepassation d'une tranche de

70 millions de dollars des montants passés en charges dans les exercices précédents, laquelle découle du règlement favorable de vérifications fiscales.

Le bénéfice net du secteur **RBC Particuliers et entreprises – Canada** a augmenté de 208 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient en grande partie à la forte croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète la poursuite fructueuse de nos initiatives visant la croissance. Nous avons enregistré une croissance à deux chiffres des revenus des *Particuliers clients* et de la *Gestion de patrimoine*, et une forte croissance des revenus des *Services financiers à l'entreprise* et des *Solutions cartes et paiements*. L'amélioration de nos résultats reflète aussi la constatation, l'an dernier, de charges liées aux ouragans, ainsi que d'un ajustement favorable lié au reclassement de capitaux de placement étrangers au cours de ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'amélioration du rendement des activités et par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance de nos activités.

Le bénéfice net du secteur **RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International** s'est accru de 48 millions de dollars ou 48 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 40 millions de dollars US ou 45 %, résultat qui tient surtout à la croissance élevée enregistrée, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, y compris l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts relatifs à la dotation en personnel à l'appui de nos initiatives visant la croissance, qui incluent l'acquisition de Flag, ainsi que par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur Gestion de patrimoine, qui découle de la hausse des revenus.

Le bénéfice net du secteur **RBC Marchés des Capitaux** a augmenté de 90 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance générale enregistrée dans la plupart de nos secteurs d'activité et relativement à nos catégories de produits, ainsi que d'une baisse du taux d'imposition effectif. L'augmentation des revenus reflète principalement les résultats à la hausse liés aux activités de négociation et l'accroissement des activités de montage de titres de participation et de prêts. Les résultats ce trimestre ont également bénéficié de la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un trimestre complet, les résultats de nos anciens Services aux investisseurs institutionnels pour une période de deux mois ayant été constatés à la période précédente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités, ainsi que par la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale à l'exercice précédent.

Le bénéfice net des **Services de soutien généraux** s'est chiffré à 48 millions de dollars ce trimestre, en raison surtout des impôts sur les bénéfices liés principalement aux activités de financement d'entreprises qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation. Le gain lié aux activités de titrisation et les intérêts reçus sur les paiements excédentaires d'impôts ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de la comptabilisation à la juste valeur de certains dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Comparativement au quatrième trimestre de 2006, notre bénéfice net consolidé s'est accru de 232 millions de dollars ou 18 %, et le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,18 \$ ou 19 %. Cette augmentation reflète en grande partie les résultats à la hausse liés aux activités de négociation du secteur RBC Marchés des Capitaux, une forte croissance des revenus de tous les secteurs d'exploitation de RBC Particuliers et entreprises – Canada et une solide croissance des activités du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International en raison du succès de nos initiatives de croissance, notamment l'acquisition de Flag. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux, laquelle découle de l'amélioration du rendement des activités.

Activités aux États-Unis ⁽¹⁾

Le bénéfice net lié à nos activités aux États-Unis s'est établi à 225 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, en hausse de 54 millions ou 32 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse reflète principalement les résultats solides liés aux activités de négociation, la croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que l'accroissement des activités de montage de titres de participation et de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités.

Le bénéfice net lié à nos activités aux États-Unis a diminué de 22 millions de dollars ou 9 % comparativement au trimestre précédent. Cette diminution est en grande partie imputable aux ajustements de fin d'exercice des frais au titre de la rémunération variable liés à nos activités sur les marchés financiers au cours du trimestre précédent.

Ratios de capital

Au 31 janvier 2007, le ratio du capital de première catégorie s'élevait à 9,2 %, en baisse par rapport à 9,5 % l'an dernier, et en baisse par rapport à 9,6 % à la fin du trimestre précédent. Ces diminutions découlent du fait que la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques relatifs à nos activités de prêts et de négociation a dépassé l'incidence favorable du montant élevé de capitaux générés à l'interne. Le ratio du capital total était de 11,2 %, en baisse de 160 points de base par rapport à 12,8 % l'an dernier, et en baisse de 70 points de base comparativement à 11,9 % à la fin du trimestre précédent.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

Le taux de change moyen du dollar canadien est demeuré relativement stable par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une augmentation de 5 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, mais n'a eu aucune incidence sur notre bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change moyen du dollar canadien a reculé de 4 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a entraîné une augmentation de 10 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains et une hausse de 0,01 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Rendement par rapport aux objectifs

	Objectifs pour 2007	Rendement au premier trimestre de 2007
1. Croissance du bénéfice dilué par action	10 %+	28,1 %
2. Levier d'exploitation ⁽¹⁾	> 3 %	6 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	27,3 %
4. Ratio du capital de première catégorie ⁽²⁾	8 %+	9,2 %
5. Ratio de distribution	40 %–50 %	35 %

- (1) Notre levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, compte non tenu des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées, des ajustements comptables liés à la nouvelle norme concernant les instruments financiers et des revenus liés à l'Assurance mondiale. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés à l'Assurance mondiale. Ce levier constitue une mesure hors PCGR. Pour plus de détails et un rapprochement des données, il y a lieu de se reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Calculé selon les directives publiées par le BSIF.

Nous avons établi nos objectifs annuels pour 2007 à la fin de 2006, en nous fondant sur nos perspectives concernant l'économie et nos activités. Nos résultats du premier trimestre cadrent bien avec ces objectifs. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 28,1 % et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 27,3 %, résultats qui se comparent favorablement avec notre objectif de croissance du bénéfice par action de plus de 10 %, et notre objectif de croissance du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires de plus de 20 %. Nous avons obtenu un levier d'exploitation de 6 %, comparativement à notre objectif de plus de 3 %. Nous avons maintenu notre solide position de capital, notre ratio du capital de première catégorie de 9,2 % demeurant bien supérieur à notre objectif de plus de 8 %. Le ratio de distribution de 35 % obtenu ce trimestre s'est avéré inférieur à notre objectif, malgré la hausse de 24 % du dividende par rapport à l'an dernier, en raison de notre rendement solide ce trimestre. Étant donné nos revenus solides et constants, nous avons annoncé une augmentation du dividende trimestriel sur nos actions ordinaires de 0,06 \$ ou 15 % pour l'établir à 0,46 \$ au deuxième trimestre en vue d'atteindre notre ratio de distribution cible de 40 % à 50 % pour 2007.

- (1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques et les occasions de croissance liés aux variations de la conjoncture économique. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients.

Principaux événements de l'exercice 2007

Succursales d'AmSouth Bank : Le 1^{er} novembre 2006, RBC Centura a annoncé son intention d'acquérir 39 succursales en Alabama appartenant à AmSouth Bank, ce qui lui permettra d'accroître sa présence dans le sud-est des États-Unis, région qui connaît une croissance rapide. L'opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles et elle devrait être conclue en mars 2007.

Flag Financial Corporation (Flag) : Le 8 décembre 2006, RBC Centura a conclu l'acquisition de Flag et porté son réseau de succursales à plus de 50 en Géorgie, un État qui constitue un marché de croissance clé.

Carlin Financial Group : Le 3 janvier 2007, RBC Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Carlin Financial Group, rebaptisée RBC Carlin. Grâce à cette acquisition, RBC Marchés des Capitaux bénéficiera d'une plateforme technologique évoluée qui sera utile aux gestionnaires de fonds de couverture, aux courtiers et aux institutions financières.

Daniels & Associates, L.P. : Le 10 janvier 2007, RBC Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Daniels & Associates, L.P., une importante société de services-conseils en matière de fusion et d'acquisition aux États-Unis dans les secteurs de la câblodistribution, des télécommunications, de la radiodiffusion et des services Internet. Cette acquisition continue de renforcer notre présence aux États-Unis et à l'échelle mondiale. Ce groupe sera exploité sous le nom de RBC Daniels.

Nouveau secteur Gestion de patrimoine : Le 7 février 2007, nous avons annoncé la création du nouveau secteur d'exploitation *Gestion de patrimoine*. Ce secteur regroupera les activités de gestion de patrimoine faisant actuellement partie des secteurs RBC Particuliers et entreprises – Canada et RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Nous commencerons à présenter nos résultats financiers selon cette nouvelle structure au deuxième trimestre.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté, sur une base prospective, trois nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Selon ces normes, une plus grande partie des postes figurant au bilan consolidé doit être évaluée à la juste valeur. Sauf en ce qui concerne les titres du compte de placement et les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers, les variations de la juste valeur des éléments visés du bilan au cours de la période considérée sont inscrites dans les résultats. Les variations de la juste valeur des titres du compte de placement et des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers sont inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, un nouvel élément du poste Capitaux propres.

Les normes fournissent également de nouvelles directives sur la comptabilisation des dérivés désignés dans des relations de couverture. Selon ces normes, tous les dérivés doivent être inscrits à la juste valeur dans les bilans consolidés, et l'efficacité des relations de couverture pour la période considérée doit être quantifiée. La tranche inefficace de toute relation de couverture doit être inscrite dans les résultats de la période. Plus de détails à ce sujet sont fournis à la note 1 des Notes complémentaires.

Par suite de l'adoption de ces normes, le total de l'actif a augmenté de 434 millions de dollars, car un certain nombre d'instruments financiers évalués précédemment au coût non amorti sont maintenant comptabilisés à la juste valeur. Les postes du bilan les plus touchés par les ajustements de transition sont illustrés ci-dessous. L'incidence favorable sur le bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 s'est chiffrée à 22 millions de dollars.

Incidence de l'ajustement de transition sur certains postes du bilan consolidé

(en millions de dollars canadiens)	Ajustement de transition Au 1 ^{er} novembre 2006
Titres du compte de négociation	10 950 \$
Titres du compte de placement	(10 612)
Valeurs mobilières	338 \$
Dérivés	268
Autres actifs	(200)
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	420
Débetures subordonnées	189
Bénéfices non répartis	(86)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(45)

Valeurs mobilières

Par suite de l'adoption des nouvelles normes, les valeurs mobilières ont augmenté de 338 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la juste valeur de titres totalisant 10,6 milliards de dollars désignés et reclassés comme des titres du compte de négociation. Ces titres, qui étaient classés précédemment comme des titres du compte de placement et évalués au coût non amorti, se composent d'une tranche de 6,7 milliards de dollars relative aux titres garantissant les activités d'assurances vie et maladie, d'une tranche de 2,5 milliards liée principalement aux titres du marché monétaire de RBC Marchés des Capitaux et d'une tranche de 1,4 milliard relative aux titres adossés à des créances hypothécaires détenus dans le secteur Services de soutien généraux.

Dérivés

L'ajustement de transition de 268 millions de dollars reflète la juste valeur des dérivés qui sont admissibles à la comptabilité de couverture. Auparavant, ces dérivés étaient présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et les intérêts à recevoir et à payer ainsi que les gains et pertes reportés étaient inscrits dans le poste Autres actifs ou dans le poste Autres passifs du bilan consolidé, selon le cas.

Autres actifs

L'ajustement de transition, soit une diminution de 200 millions de dollars, reflète en grande partie les montants relatifs aux dérivés présentés précédemment selon la méthode de la comptabilité d'exercice, lesquels sont dorénavant comptabilisés à la juste valeur dans les actifs ou les passifs liés aux dérivés, selon le cas, dans le bilan consolidé.

Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance

Comme il a été mentionné précédemment, les titres qui garantissent les activités d'assurances vie et maladie sont maintenant évalués à la juste valeur. Cela donne lieu à une hausse correspondante de 420 millions de dollars des obligations au titre des activités d'assurance, lesquelles sont évaluées conformément aux normes actuarielles.

Débetures subordonnées

L'ajustement de transition reflète la variation cumulative de la juste valeur attribuée au risque de taux d'intérêt lié à nos débetures subordonnées désignées dans des relations de couverture. Auparavant, celles-ci étaient comptabilisées au coût non amorti.

Incidence sur certains éléments de l'état consolidé des résultats

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Secteurs les plus touchés
	31 janvier 2007	
Revenus autres que d'intérêt		
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	(70)\$	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Revenus liés aux activités de négociation	8	RBC Marchés des Capitaux
Autres	25	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et Services de soutien généraux
Total des revenus	(37)\$	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(69)\$	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Bénéfice net	22 \$	

Les principales répercussions de l'adoption des nouvelles normes sur l'état consolidé des résultats sont les suivantes :

RBC Particuliers et entreprises – Canada

Comme il a été mentionné précédemment, les titres qui garantissent nos activités d'assurances vie et maladie sont désormais mesurés à leur juste valeur dans le bilan consolidé. Afin de réduire au minimum la volatilité du bénéfice net découlant de la mesure des obligations au titre des activités d'assurance, nous avons choisi de désigner ces titres comme des titres du compte de négociation. Les variations de leur juste valeur sont dorénavant inscrites au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons comptabilisé au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires une perte non réalisée de 70 millions de dollars au titre des variations de la juste valeur des placements dans les activités d'assurances vie et maladie. Cette perte a été en grande partie neutralisée par une réduction correspondante de 69 millions de dollars des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

RBC Marchés des Capitaux

Un certain nombre de portefeuilles étaient précédemment classés comme des titres du compte de placement et comptabilisés au coût non amorti. Selon les nouvelles normes, ces portefeuilles ont été reclassés comme des titres du compte de négociation et ils sont maintenant comptabilisés à la juste valeur; les variations de la juste valeur sont inscrites dans les revenus liés aux activités de négociation.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons constaté un gain de 8 millions de dollars dans les revenus liés aux activités de négociation, en raison de la hausse nette de la juste valeur de divers portefeuilles de négociation qui étaient auparavant évalués au coût non amorti.

RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Certains titres du compte de placement libellés en devises sont capitalisés au moyen de dépôts libellés dans la même devise, de manière à réduire le risque lié aux variations des taux de change. Les opérations de change liées à ces deux éléments étaient auparavant comptabilisées dans les revenus, ce qui réduisait la volatilité comptable liée à la conversion des devises. Par suite de l'adoption des nouvelles normes, les opérations de change liées aux dépôts continuent d'être comptabilisées dans les revenus, et l'écart de conversion relatif aux titres du compte de placement connexes est maintenant inscrit dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Bien que notre risque de change dans le cadre de ces opérations continue de bénéficier d'une couverture économique, les nouvelles normes entraînent une volatilité comptable.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons constaté dans les revenus autres que d'intérêt – autres un gain de change de 17 millions de dollars au titre de ces dépôts, et nous avons comptabilisé une perte de change correspondante relative aux titres du compte de placement dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Services de soutien généraux

Certains billets structurés sont désignés comme des passifs détenus à des fins de transaction en vertu des nouvelles normes. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons comptabilisé un gain non réalisé de 21 millions de dollars au poste Revenus autres que d'intérêt – autres.

Par ailleurs, nous avons comptabilisé des pertes non réalisées de 13 millions de dollars relativement aux activités de couverture des dérivés et aux autres activités.

Perspectives pour 2007

Le taux de croissance de l'économie canadienne devrait s'élever à 2,5 % en 2007, ce qui représente un taux de croissance modéré. La demande au pays devrait demeurer le facteur clé de la croissance économique. Les dépenses de consommation devraient être touchées favorablement par un marché du travail solide, par les bilans positifs des ménages, et par les taux d'intérêt relativement stables, et les grandes entreprises devraient continuer d'investir dans des biens d'équipement en raison de leurs bilans solides. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne ses taux d'intérêt d'ici à la fin de l'année, en raison des prévisions selon lesquelles l'inflation diminuera et s'alignera sur l'objectif de la Banque du Canada. Nous prévoyons une légère dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de la baisse des prix de l'énergie et des marchandises, du maintien des écarts négatifs de taux d'intérêt par rapport au marché américain, de la vigueur persistante de l'économie américaine, ainsi que de la stabilisation du déficit financier et du déficit commercial aux États-Unis.

Le taux de croissance de l'économie aux États-Unis devrait s'élever à 2,6 % en 2007, ce qui représente un taux de croissance modéré. Nous prévoyons un ralentissement de la croissance au premier semestre de 2007, en raison du ralentissement des marchés de l'habitation et des effets décalés de la hausse des taux d'intérêt. La croissance devrait s'améliorer au deuxième semestre, en raison de la vigueur persistante

des dépenses de consommation, lesquelles sont étayées par la baisse des prix de l'énergie, par le niveau élevé des liquidités des ménages, par un marché du travail serré et par les hausses salariales. Les investissements des entreprises devraient demeurer élevés, en raison des bilans solides des grandes entreprises. En raison de l'amélioration récente de la conjoncture économique aux États-Unis, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine réduise son taux de 25 points de base seulement vers la fin du deuxième trimestre, afin d'assurer une reprise solide de l'économie.

À l'échelle internationale, la croissance économique devrait demeurer stable mais continuera d'être répartie inégalement, la Chine et l'Inde dominant les échelles de croissance. Dans la plupart des pays industrialisés, la croissance économique devrait connaître un ralentissement comparativement à 2006. On s'attend notamment à ce que la croissance dans la zone euro et au Royaume-Uni ralentisse en 2007. Toutefois, comme des inquiétudes demeurent concernant l'inflation, nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne continue d'augmenter les taux d'intérêt et à ce que la Banque d'Angleterre maintienne le taux directeur à son niveau le plus élevé en cinq ans et demi. On s'attend également à ce que le Japon continue d'élever son taux directeur en 2007, tant que l'inflation sera positive et que l'économie poursuivra sa croissance selon la tendance actuelle.

En Amérique du Nord, nous prévoyons une croissance modeste des prêts à la consommation au cours de l'exercice, en raison principalement de dépenses de consommation légèrement moindres et d'un ralentissement des activités dans les marchés de l'habitation. Nous nous attendons également à ce que les prêts aux entreprises demeurent élevés en raison du maintien par les entreprises d'investissements dans les stocks ainsi que dans le matériel et l'outillage, mais à ce que ces prêts soient en partie restreints par la réattribution de liquidités élevées par les grandes

entreprises. La qualité du crédit des entreprises et des ménages subira vraisemblablement une diminution modérée par rapport aux niveaux élevés actuels, mais devrait néanmoins demeurer solide en raison de la vigueur des flux de trésorerie. Les perspectives concernant les marchés financiers à l'échelle mondiale devraient demeurer relativement favorables, et nous prévoyons une hausse modérée des taux d'intérêt, des marchés boursiers solides ainsi que le maintien de la vigueur des activités de fusion et d'acquisition dans le monde.

Éléments particuliers

À partir du premier trimestre de 2007, des montants ne sont plus classés à titre d'éléments particuliers. Pour 2006, les éléments qui étaient auparavant considérés comme des éléments particuliers sont les suivants.

Premier trimestre de 2006

Réduction de la charge d'impôts : Le règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents a donné lieu à une réduction de 70 millions de dollars de la charge d'impôts du secteur Services de soutien généraux.

Contrepassement d'une tranche de la provision générale : Nous avons contrepasé une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises de RBC Marchés des Capitaux. Ce résultat découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Charges liées aux ouragans : Nous avons passé en charges des provisions supplémentaires de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres d'assurance nets estimatifs, qui font partie

de notre secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, liés principalement à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Montants liés au transfert des Services aux investisseurs institutionnels à RBC Dexia IS : Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui faisaient auparavant partie de RBC Marchés des Capitaux, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), la nouvelle coentreprise formée. Nous avons comptabilisé des charges nettes de 16 millions de dollars avant impôts au titre de ce transfert (charges de 19 millions après impôts, qui comprenaient une radiation d'impôts reportés). Comme il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBC Dexia IS, les résultats pour la période allant du 1^{er} octobre au 31 décembre 2006 ont été présentés au premier trimestre de 2007, et aucun résultat concernant RBC Dexia IS n'a été présenté pour le premier trimestre de 2006.

Résultats consolidés

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats déclarés pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007. Les facteurs qui se rapportent

principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation.

Total des revenus

Le tableau suivant illustre les revenus par produit et service clé :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Intérêts créditeurs	6 444 \$	6 120 \$	4 978 \$
Intérêts débiteurs	4 577	4 389	3 296
Revenu net d'intérêt	1 867 \$	1 731 \$	1 682 \$
Services de placement (1)	1 047 \$	978 \$	878 \$
Activités d'assurance (2)	820	863	858
Activités de négociation	803	620	547
Services bancaires (3)	649	642	591
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	288	293	219
Autres (4)	224	222	185
Revenus autres que d'intérêt	3 831 \$	3 618 \$	3 278 \$
Total des revenus	5 698 \$	5 349 \$	4 960 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	(151)	(173)	(82)
Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation	803	620	547
Total des revenus tirés des activités de négociation	652 \$	447 \$	465 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit			
Titres à revenu fixe et instruments du marché monétaire	375 \$	255 \$	264 \$
Titres de participation	201	130	125
Contrats de change	76	62	76
Total des revenus tirés des activités de négociation	652 \$	447 \$	465 \$

(1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion de cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, le gain ou la perte à la vente de titres et les opérations de titrisation.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le total des revenus a augmenté de 738 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance solide des activités bancaires et de gestion de patrimoine découlant de nos activités d'expansion et de nos acquisitions ciblées, ainsi que de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives stratégiques. Les résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt attribuables au nombre important de transactions effectuées et à l'accroissement des revenus tirés de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation ont également contribué à cette augmentation. Les résultats ce trimestre ont été touchés favorablement par la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un trimestre complet, les résultats de nos anciens Services aux investisseurs institutionnels pour une période de deux mois ayant été constatés à la période précédente et par un ajustement favorable lié à la réaffectation des capitaux de placement étrangers au cours de la période considérée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus liés aux activités d'assurance, qui tient en grande partie à l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, laquelle a en grande partie été contrebalancée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 185 millions de dollars ou 11 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts de financement liés à certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,33 %, en baisse de 6 points de base par rapport à l'an dernier. La baisse est en grande partie imputable à la croissance des activités liées aux actifs non productifs d'intérêts qui génèrent des rendements moindres, tels que les titres de négociation et les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés, à l'appui principalement de nos activités de négociation qui génèrent des revenus autres que d'intérêt.

Les revenus liés aux *activités de placement* ont augmenté de 169 millions de dollars ou 19 %, en raison principalement de la croissance continue des comptes liés aux services tarifés ainsi que des actifs des clients et des volumes, résultats qui traduisent la solidité des marchés boursiers et nos efforts visant à recruter des conseillers financiers très performants. L'augmentation tient également aux ventes nettes élevées et à la forte appréciation du capital au sein de nos activités visant les fonds communs de placement, à la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un mois supplémentaire et à la hausse des volumes d'activités de courtage.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 38 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 32 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier. La hausse découle principalement de la croissance de nos activités de réassurance-vie en Europe et de nos activités au pays. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, laquelle tient à la faiblesse relative des taux d'intérêt, ainsi que par le recul des revenus tirés des activités de réassurance contre les catastrophes, qui tient au fait que nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités. Un rapprochement des revenus liés aux *activités d'assurance*, compte non tenu de l'incidence des éléments dont il est fait mention ci-dessus, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les revenus tirés des *services bancaires* se sont accrus de 58 millions de dollars ou 10 %. Ce résultat tient principalement à la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un mois supplémentaire, et il s'explique également par l'augmentation des frais bancaires ainsi que par la hausse des revenus liés aux opérations de change découlant du volume accru d'opérations.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont progressé de 256 millions de dollars ou 47 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt tirés des activités de négociation) s'est établi à 652 millions de dollars, soit une hausse de 187 millions ou 40 % comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement des meilleurs résultats liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt, lesquels tiennent en grande partie aux importantes transactions effectuées et à la hausse des revenus tirés de certaines stratégies en matière de négociation des titres de participation.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 69 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des activités de montage de titres de participation et de l'augmentation, aux États-Unis, des activités de montage de prêts. Ces résultats ont été contrebalancés

en partie par la baisse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de plusieurs transactions notables, situation qui ne s'est pas reproduite ce trimestre.

Les *autres* revenus ont progressé de 39 millions de dollars ou 21 %, résultat qui tient essentiellement à l'ajustement favorable lié à la réaffectation des capitaux de placement étrangers, ainsi qu'à la hausse des distributions sur les placements privés. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par un ajustement cumulatif au titre des pertes découlant de la comptabilisation à la juste valeur de certains dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le total des revenus a augmenté de 349 millions de dollars ou 7 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement des résultats élevés tirés des activités de négociation découlant de plusieurs transactions importantes, de l'amélioration des activités par les clients et des conditions de marché favorables. L'augmentation tient également à la solide croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été principalement neutralisés par la baisse des revenus liés aux activités d'assurance, qui est en grande partie imputable à l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, laquelle a été principalement contrebalancée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 136 millions de dollars ou 8 %, résultat qui reflète en grande partie les volumes accrus de prêts et de dépôts ainsi que l'amélioration des marges liées aux produits à l'intention des particuliers. L'augmentation s'explique aussi par la baisse des coûts de financement relatifs aux positions liées à certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation.

Les revenus liés aux *activités de placement* ont progressé de 69 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, des volumes accrus d'activités de courtage, ainsi que de la vigueur des ventes nettes et de l'appréciation du capital au sein de nos activités de fonds communs de placement.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 43 millions de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent. En excluant l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 27 millions de dollars ou 3 % comparativement au trimestre précédent. La hausse reflète principalement la croissance de nos activités au pays. Ce résultat a été neutralisé en partie par un ajustement favorable au titre des primes de réassurance-vie au Canada au trimestre précédent, par la baisse des ventes de rentes aux États-Unis ainsi que par le recul des revenus liés à nos activités de réassurance contre les catastrophes.

Les revenus tirés des *services bancaires* se sont accrus de 7 millions de dollars ou 1 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des revenus liés aux opérations de change découlant de l'accroissement des volumes et de l'amélioration des résultats de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais bancaires.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont progressé de 183 millions de dollars ou 30 % par rapport au trimestre précédent. Le total des revenus tirés des activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt tirés des activités de négociation) s'est établi à 652 millions de dollars, soit une hausse de 205 millions ou 46 % comparativement au trimestre précédent, qui reflète principalement le nombre important de transactions effectuées ainsi que les activités à la hausse des clients.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont diminué de 5 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. La baisse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada, et la diminution des activités de montage de prêts reflétant la baisse des nouvelles émissions ont été contrebalancées en grande partie par la hausse des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada.

Les *autres* revenus ont progressé de 2 millions de dollars ou 1 %. Cette augmentation est en partie attribuable à l'ajustement favorable lié à la réaffectation des capitaux de placement étrangers, à la hausse des distributions sur les placements privés, ainsi qu'au gain de change sur certains dépôts. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par un ajustement cumulatif au titre des pertes découlant de la comptabilisation à la juste valeur de certains dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, par une perte liée à la vente de certains titres du portefeuille de placement et par la baisse du gain découlant de l'évaluation à la juste valeur de certains titres désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Salaires	890 \$	853 \$	782 \$
Rémunération variable	791	698	662
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	294	243	281
Rémunération à base d'actions	58	35	68
Ressources humaines	2 033 \$	1 829 \$	1 793 \$
Matériel	244	257	231
Frais d'occupation	198	225	182
Communications	156	200	146
Services professionnels et autres services externes	215	251	210
Autres charges	199	171	175
Amortissement des actifs incorporels	22	22	14
Frais autres que d'intérêt	3 067 \$	2 955 \$	2 751 \$

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 316 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités. Cette augmentation s'explique également par la hausse des coûts à l'appui de notre croissance, notamment l'augmentation de l'effectif de notre réseau de distribution et du nombre de succursales *de novo*, ainsi que l'acquisition de Flag. L'augmentation reflète aussi la hausse des coûts liés à RB Dexia IS, laquelle tient principalement à la prise en compte des résultats de cette dernière pour un mois supplémentaire, ainsi que la prise en compte des acquisitions effectuées récemment.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 112 millions de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux, laquelle découle du rendement accru des activités. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des coûts relatifs aux salaires et aux avantages sociaux découlant de l'accroissement de l'effectif à l'appui de la croissance des activités, ainsi que par l'incidence de certaines distributions et charges saisonnières relatives aux employés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse saisonnière des frais de marketing et de publicité ainsi que par un montant passé en charges, au trimestre précédent, au titre de locaux loués que nous n'occuperons pas.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Prêts hypothécaires résidentiels	2 \$	2 \$	2 \$
Prêts aux particuliers	91	86	75
Prêts sur cartes de crédit	49	40	44
Prêts à la consommation	142 \$	128 \$	121 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	20	29	(19)
Provisions spécifiques	162 \$	157 \$	102 \$
Provision générale	–	2	(55)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162 \$	159 \$	47 \$

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 115 millions de dollars ou 245 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale à l'exercice précédent ainsi que la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises au cours du trimestre. La hausse, ce trimestre, des provisions liées à nos marges de crédit personnelles non garanties et à nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts sur cartes de crédit, qui tient en partie à la croissance du nombre de prêts, a également contribué à cette augmentation.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation a augmenté de 21 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos marges de crédit non garanties pour particuliers et de nos portefeuilles de cartes de crédit, laquelle reflète principalement la croissance des portefeuilles.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements s'est accrue de 39 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Ce résultat à la hausse reflète principalement l'augmentation des provisions au titre de nos prêts aux petites entreprises ainsi que la baisse des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un recouvrement de 25 millions de dollars au titre de prêts liés à Enron radiés précédemment. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux États-Unis, laquelle reflète le maintien de la qualité élevée du crédit.

Aucune provision générale n'a été inscrite au cours du trimestre.

Pour le trimestre précédent, un recouvrement de 55 millions de dollars reflétait principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale découlant de l'amélioration de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises attribuable aux conditions de crédit favorables.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation reflète principalement la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de cartes de crédit, laquelle a été contrebalancée en grande partie par la hausse des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation a augmenté de 14 millions de dollars ou 11 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est en grande partie imputable à l'augmentation des provisions au titre du portefeuille de cartes de crédit, laquelle reflète en partie la croissance du portefeuille.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a reculé de 9 millions de dollars ou 31 % par rapport au trimestre précédent. Ce recul découle en grande partie de la hausse des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises et de la baisse des provisions au titre des portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille dans les Antilles.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	516 \$	611 \$	652 \$

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 136 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence favorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers ainsi que la constatation, à l'exercice précédent, de charges liées aux ouragans, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 6 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. La baisse est en grande partie attribuable à la diminution des ventes de rentes aux États-Unis et au niveau plus élevé d'ajustements nets favorables des provisions techniques ce trimestre. Les résultats ce trimestre tiennent compte d'un ajustement cumulatif de 38 millions de dollars relatif à l'évaluation concernant des périodes précédentes, et les résultats de l'exercice précédent tiennent compte d'un montant analogue. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités de réassurance vie en Europe et des activités au pays. Un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, compte non tenu de l'incidence des

éléments dont il est fait mention ci-dessus, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 95 millions de dollars ou 16 % par rapport au trimestre précédent. En excluant l'incidence favorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 26 millions de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent. Ce recul est en grande partie attribuable à l'ajustement favorable des provisions techniques ce trimestre, lequel comprend un ajustement cumulatif de 38 millions de dollars au titre de l'évaluation concernant des périodes précédentes. L'amélioration de l'historique des sinistres et la diminution des ventes de rentes aux États-Unis ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités au pays.

Charge d'impôts

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Bénéfice net avant impôts	1 953 \$	1 624 \$	1 510 \$
Charge d'impôts	435	342	332
Taux d'imposition effectif (1)	22,3 %	21,1 %	22,0 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

La charge d'impôts a augmenté de 103 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,3 % ce trimestre, par rapport à 22,0 % l'an dernier. Le résultat ce trimestre a été touché favorablement par la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles et par le bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux. Le taux d'imposition effectif à l'exercice précédent a bénéficié de la contrepassation d'une tranche de

70 millions de dollars des montants passés en charges dans les exercices précédents, laquelle découle du règlement favorable de vérifications fiscales.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

La charge d'impôts a augmenté de 93 millions de dollars ou 27 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,3 % ce trimestre, par rapport à 21,1 % au trimestre précédent. La hausse tient à la composition du bénéfice déclaré par diverses filiales étrangères.

Résultat étendu

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2007	31 janvier 2006
Bénéfice net	1 494 \$	
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts		
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	26	
Reclassement aux résultats des (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	13	
	39	
Gains (pertes) de change non réalisés	879	
Reclassement aux résultats des (gains) pertes de change	(40)	
Gains (pertes) de change nets liés aux activités de couverture	(623)	
	216	
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie	17	
Reclassement aux résultats des (gains) pertes sur les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie	17	
	34	
Autres éléments du résultat étendu	289	
Total du résultat étendu	1 783 \$	

Les autres éléments du résultat étendu représentent les variations des capitaux propres au cours d'une période et comprennent les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, les gains ou les pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes, et les variations de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, les autres éléments du résultat étendu se sont chiffrés à 289 millions de dollars. Ce montant se composait principalement d'un gain de change non réalisé de 216 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture.

Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché.

Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres, à des degrés différents. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les trois autres trimestres, ce qui donne lieu à une diminution de chacun des éléments de revenus et de charges. Les troisième et quatrième trimestres incluent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés subissent fréquemment un ralentissement, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Incidence de la conjoncture de l'économie et du marché

En général, la conjoncture économique est demeurée avantageuse au cours des neuf derniers trimestres et a eu une incidence favorable sur le rendement de nos activités. Au cours de la période considérée, la vigueur relative du marché de l'habitation, les taux d'intérêt peu élevés mais en hausse, la conjoncture vigoureuse du marché du travail ainsi que les fortes dépenses de consommation et dépenses des entreprises

ont alimenté la croissance des prêts et des dépôts de même que la forte demande visant nos produits de gestion de patrimoine. Ces facteurs favorables, conjugués à nos efforts continus en matière de gestion du risque, ont contribué à l'amélioration générale de la qualité du crédit de notre portefeuille. Dans l'ensemble, la conjoncture des marchés financiers a été plus favorable en 2006 qu'en 2005 et s'est caractérisée par la volatilité accrue des marchés boursiers, un nombre presque record de fusions et d'acquisitions ainsi que la vigueur des activités liées aux titres liquides, lesquelles ont été soutenues par la forte demande extérieure visant les actions canadiennes du secteur des ressources naturelles. Ces facteurs favorables ont été contrebalancés en partie par le raffermissement du dollar canadien au cours de 2006, lequel s'est traduit par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling, soit principalement le bénéfice tiré de nos services de gros et celui tiré de nos activités de détail aux États-Unis. Au cours de la période, la concurrence en matière de services bancaires de gros s'est également intensifiée, les banques d'investissement américaines ayant accru leur présence au Canada par suite de la suppression des restrictions concernant le contenu étranger des produits de retraite enregistrés offerts au Canada.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les neuf derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2007	2006				2005			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenu net d'intérêt	1 867 \$	1 731 \$	1 766 \$	1 617 \$	1 682 \$	1 763 \$	1 663 \$	1 668 \$	1 699 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 831	3 618	3 440	3 505	3 278	3 033	3 266	3 018	3 074
Total des revenus	5 698 \$	5 349 \$	5 206 \$	5 122 \$	4 960 \$	4 796 \$	4 929 \$	4 686 \$	4 773 \$
Frais autres que d'intérêt	3 067	2 955	2 861	2 928	2 751	3 310	2 732	2 661	2 654
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	159	99	124	47	103	128	116	108
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	516	611	627	619	652	740	681	622	582
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	–	–	–	40	1	2	2
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 953 \$	1 624 \$	1 619 \$	1 451 \$	1 510 \$	603 \$	1 387 \$	1 285 \$	1 427 \$
Impôts sur les bénéfices	435	342	381	348	332	90	392	353	443
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	24	19	44	(25)	6	(30)	(6)	16	7
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$	543 \$	1 001 \$	916 \$	977 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	–	(1)	(17)	(10)	(1)	(21)	(22)	(9)	2
Bénéfice net	1 494 \$	1 262 \$	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$	907 \$	979 \$
Bénéfice par action – de base	1,16 \$	0,97 \$	0,91 \$	0,86 \$	0,90 \$	0,40 \$	0,75 \$	0,70 \$	0,76 \$
– dilué	1,14 \$	0,96 \$	0,90 \$	0,85 \$	0,89 \$	0,39 \$	0,74 \$	0,69 \$	0,75 \$
Bénéfice net (perte nette)									
RBC Particuliers et entreprises – Canada	877 \$	775 \$	742 \$	608 \$	669 \$	504 \$	679 \$	524 \$	597 \$
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	149	126	111	106	101	132	80	82	93
RBC Marchés des Capitaux	420	315	329	433	330	(57)	255	294	268
Services de soutien généraux	48	47	12	(19)	72	(36)	(13)	16	19
Activités abandonnées (1)	–	(1)	(17)	(10)	(1)	(21)	(22)	(9)	2
Bénéfice net	1 494 \$	1 262 \$	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$	907 \$	979 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (2)	0,861 \$	0,897 \$	0,896 \$	0,877 \$	0,865 \$	0,850 \$	0,810 \$	0,811 \$	0,827 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,850	0,890	0,884	0,894	0,878	0,847	0,817	0,795	0,806

(1) Représente les activités abandonnées (RBC Mortgage Company) du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Analyse des tendances

Aperçu

Au cours des neuf derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers facteurs favorables et défavorables. Au premier trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005, des charges liées aux ouragans de 61 millions de dollars (avant et après impôts) et de 203 millions (avant et après impôts), respectivement, ont eu une incidence défavorable sur les résultats de nos activités d'assurance. Au quatrième trimestre de 2005, nous avons comptabilisé une provision de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) au titre du litige relatif à Enron Corp. (Enron). Au premier trimestre de 2006, nous avons effectué la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, en raison de la qualité de crédit élevée de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, laquelle s'explique notamment par les conditions de crédit favorables. Nos résultats ont également été touchés par l'acquisition et la cession de certaines activités. Au quatrième trimestre de 2005, nous avons comptabilisé une charge supplémentaire de 40 millions de dollars liée au réaligement des activités poursuivies. En outre, RBC Mortgage a été classée dans les activités abandonnées au deuxième trimestre de 2005, et certains actifs de RBC Mortgage ont été vendus au quatrième trimestre de 2005.

Résultats consolidés

Au cours des cinq derniers trimestres, notre bénéfice net consolidé a systématiquement dépassé le milliard de dollars. Ce résultat tient en grande partie à l'augmentation générale des revenus dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Cette tendance positive a été partiellement neutralisée par la baisse de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises, en raison du raffermissement du dollar canadien en 2006 par rapport à 2005. Le taux de change du dollar canadien a diminué au premier trimestre de 2007.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté au cours de la période, situation qui s'explique principalement par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable résultant du rendement amélioré des activités ainsi que de l'augmentation des coûts engagés pour soutenir nos initiatives de croissance, sauf au quatrième trimestre de 2005, lorsque nous avons comptabilisé une provision relative à Enron.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fluctué légèrement au cours de la période, en raison principalement de la croissance des prêts. La diminution de la dotation à la provision au premier trimestre de 2006 tenait principalement à la contrepassation de la tranche de 50 millions de dollars de la provision générale. La dotation à la provision pour pertes sur créances au cours des trimestres les plus récents a augmenté, résultat qui reflète la hausse des provisions liées aux prêts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises, partiellement

attribuable à la croissance des prêts, ainsi que la baisse des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises, reflétant une baisse des prêts douteux.

Les impôts sur les bénéfices ont dans l'ensemble diminué au cours de la période, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat tient en grande partie au bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et au règlement favorable d'une vérification fiscale au premier trimestre de 2006. Ces facteurs ont donné lieu à une baisse de notre taux d'imposition effectif pour les neuf derniers trimestres, lequel est passé de 31,0 % à 22,3 %.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période, situation qui dépend du bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Résultats des secteurs d'exploitation

Le bénéfice net du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada s'est généralement accru au cours des neuf derniers trimestres. L'augmentation s'explique par une forte croissance des revenus dans la plupart des secteurs d'activité et par un maintien des marges dans l'ensemble, malgré un marché très concurrentiel et la nouvelle préférence des clients pour des produits associés à des marges moins élevées. Les charges liées aux ouragans ont eu une incidence défavorable sur nos résultats pour le quatrième trimestre de 2005 et le premier trimestre de 2006.

Les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International se sont généralement améliorés au cours de la période. Les résultats tiennent principalement à la croissance élevée des revenus, même si elle a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable du raffermissement général du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

Le secteur RBC Marchés des Capitaux a constaté une amélioration générale du bénéfice au cours de la période, sauf en ce qui concerne les résultats du quatrième trimestre de 2005, qui tenaient compte de la provision de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) au titre du litige relatif à Enron. La diversité de nos secteurs d'activité et produits, conjuguée avec l'expansion de nos activités et nos capacités de distribution croissantes à l'échelle mondiale, a contribué à une telle tendance haussière. Ces facteurs ont toutefois été neutralisés en partie par la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling par suite du raffermissement du dollar canadien.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1, aux pages 106 à 110 de notre rapport annuel de 2006. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application des dites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines. Nos conventions comptables critiques et nos estimations touchent la dotation à la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation, les entités à détenteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, les charges d'impôts et la perte de valeur durable des titres du compte de placement. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter aux pages 33 à 37 de notre rapport annuel 2006.

Modifications des conventions comptables ou des estimations

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté, sur une base prospective, trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Une analyse concernant ces normes ainsi que leur incidence sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation est présentée dans la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Modifications futures des conventions comptables ou des estimations

PCGR du Canada

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le 15 septembre 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié l'abrégié n° 163, intitulé *Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15 (CPN-163)*. Cet abrégé apporte des clarifications supplémentaires en ce qui concerne la façon d'analyser et de consolider les EDDV. Nous l'avons adopté avec prise d'effet le 1^{er} février 2007, et son application donnera lieu à une déconsolidation de certains fonds de placement. Cependant, l'incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés ne devrait pas être importante.

PCGR des États-Unis

À l'avenir, les nouvelles directives suivantes s'appliqueront à nos états financiers préparés selon les PCGR des États-Unis : i) le Financial Accounting Standards Board (FASB) Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109*; ii) le FASB Statement No. 158, intitulé *Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plans – an amending Standard of FASB Statements No. 87, 88, 106 and 132(R)*; iii) le FASB Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements* et iv) le FASB Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities*. Pour plus de détails, se reporter au rapprochement

de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis à la note 15 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant la période intermédiaire terminée le 31 janvier 2007, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à aligner plus étroitement notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Nouveaux secteurs d'exploitation à compter du deuxième trimestre de 2007

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) seront remplacés par les quatre nouveaux secteurs suivants :

Services bancaires canadiens : ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que nos services d'assurances mondiaux.

Gestion de patrimoine : ce secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, notamment les clients fortunés et les clients disposant d'un avoir net élevé à l'échelle mondiale, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie.

Services bancaires américains et internationaux : ce secteur regroupe nos services bancaires à l'étranger, notamment RBC Centura aux États-Unis et les services bancaires de RBC dans les Antilles. Par ailleurs, ce secteur comprend notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Marchés des Capitaux : ce secteur demeure responsable de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale.

Nous présenterons nos résultats en fonction de ces nouveaux secteurs d'exploitation à compter du deuxième trimestre de 2007.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation.

Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs, et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, à savoir l'attribution des charges, l'attribution du capital, les prix de cession interne des fonds et la majoration au montant imposable équivalent, sont décrites à la section Gestion des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2006. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Nous utilisons et présentons également certaines mesures financières hors PCGR conformément à notre cadre de gestion. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Changements effectués au premier trimestre de 2007

Dans le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, certains montants liés aux services de fiducie classés au poste Revenus autres que d'intérêt – commissions de gestion de placements et de services de garde ont été reclassés dans le revenu net d'intérêt afin de mieux refléter leur nature. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement.

Incidence des taux de change sur nos secteurs d'exploitation

Les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur la valeur de conversion des résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain ou la livre sterling et le dollar canadien influent également sur les résultats du secteur Marchés des Capitaux libellés en dollars américains ou en livres sterling.

Le dollar canadien est demeuré relativement stable en moyenne par rapport au dollar américain et il s'est déprécié de 13 % en moyenne par rapport à la livre sterling, comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International a

augmenté de 1 million de dollars, et celui du secteur RBC Marchés des Capitaux, de 15 millions, en raison de l'incidence de la variation du taux de change du dollar canadien.

Le dollar canadien s'est déprécié en moyenne de 4 % par rapport au dollar américain, et de 8 % par rapport à la livre sterling, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International a augmenté de 5 millions de dollars, et celui du secteur RBC Marchés des Capitaux, de 10 millions en raison de l'incidence de la variation du taux de change du dollar canadien.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Bien que la mesure du bénéfice net soit conforme aux PCGR, les autres mesures sont considérées comme des mesures hors PCGR. Les mesures non définies par les PCGR n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres institutions financières. De plus amples renseignements sont fournis aux sections Gestion des secteurs d'exploitation et Principales mesures financières (hors PCGR) de notre rapport annuel 2006.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Nos calculs consolidés trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé

par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période, qui exclut les actions privilégiées. Les calculs du rendement trimestriel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué est fondée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels.

Notre rendement trimestriel du capital de risque est fondé sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que le capital non attribué). La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée par la direction comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

	Pour le trimestre terminé le					Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2007					31 octobre 2006	31 janvier 2006
	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – É.-U. et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens) (1), (2)							
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	877 \$	149 \$	420 \$	48 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 172 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	(1)	(1)
Bénéfice net	877 \$	149 \$	420 \$	48 \$	1 494 \$	1 262 \$	1 171 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(7)	(3)	(4)	(2)	(16)	(26)	(10)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	870 \$	146 \$	416 \$	46 \$	1 478 \$	1 236 \$	1 161 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9 400 \$	3 800 \$	5 400 \$	2 850 \$	21 450 \$	20 500 \$	19 300 \$
Moins : Capital attribué	–	–	–	1 950	1 950	2 650	2 700
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 600	1 650	1 150	–	5 400	4 700	4 450
Moyenne du capital de risque (2)	6 800 \$	2 150 \$	4 250 \$	900 \$	14 100 \$	13 150 \$	12 150 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,7 %	15,3 %	30,5 %	6,4 %	27,3 %	23,9 %	23,9 %
Rendement du capital de risque	50,8 %	26,7 %	38,7 %	n.s.	41,6 %	37,3 %	37,9 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, à la moyenne des capitaux propres attribués et à la moyenne des capitaux propres présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document ont été arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document sont établis en fonction des soldes réels non arrondis.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. De plus amples renseignements sont fournis à la section « Capital économique » de la rubrique « Gestion du capital ».

n.s. non significatif

Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) du secteur RBC Marchés des Capitaux, excluant les revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées

Nous consolidons certaines entités conformément à la NOC-15 de l'ICCA, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) ». La consolidation d'une EDDV se fonde sur le risque lié à la variabilité des actifs des EDDV auquel nous sommes exposés, et non sur le contrôle des droits de vote. Les revenus et les charges de certaines des EDDV ont été inscrits dans les résultats du secteur RBC Marchés des Capitaux. Toutefois, les montants qui ont été consolidés et qui sont attribuables aux autres investisseurs dans ces EDDV sont compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice

net des filiales et n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté.

Comme les montants attribuables aux autres investisseurs n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté, la direction estime que les ajustements pour en tenir compte augmentent la comparabilité des résultats et des ratios connexes du secteur RBC Marchés des Capitaux et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier par rapport à celui d'autres institutions financières. Étant donné que les charges ne sont pas considérées comme importantes, nous avons uniquement apporté des ajustements aux revenus attribués au titre des autres investisseurs.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), excluant les EDDV, du secteur RBC Marchés des Capitaux.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
(en millions de dollars canadiens)			
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	1 400 \$	1 160 \$	1 013 \$
Revenus liés aux EDDV compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle (2)	11	4	(8)
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) en excluant les EDDV	1 389 \$	1 156 \$	1 021 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section Gestion des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2006.

(2) Correspond aux revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables consolidées attribués aux autres investisseurs.

Levier d'exploitation

Le levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des EDDV consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus excluent également les revenus liés aux activités d'Assurance mondiale et les ajustements comptables liés aux nouvelles normes concernant les instruments financiers. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés aux

activités d'Assurance mondiale. Les résultats des activités d'Assurance mondiale sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation. Nous ne tenons pas compte de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, car elles entraînent une volatilité comptable et ne constituent pas une mesure du rendement économique.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation pour le premier trimestre de 2007.

Calcul du levier d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	T1 2007	T1 2006	T1 2007 par rapport au T1 2006
Total des revenus	5 698 \$	4 960 \$	
Ajouter : Ajustement lié au montant imposable équivalent	70	37	
Déduire : Revenus liés aux EDDV	11	(8)	
Déduire : Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale	860	858	
Déduire : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers (1)	33	–	
Total des revenus (ajusté)	4 864 \$	4 147 \$	17,3 %
Frais autres que d'intérêt	3 067 \$	2 751 \$	
Déduire : Frais autres que d'intérêt liés aux activités d'Assurance mondiale	128	116	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	2 939 \$	2 635 \$	11,5 %
Levier d'exploitation pour le premier trimestre de 2007			5,8 %

(1) Ne tient pas compte de l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'Assurance mondiale, de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Revenus et résultats liés aux activités d'assurance du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et certains éléments

Aux premiers trimestres de 2007 et de 2006, certains éléments ont influé sur le poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sur le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que sur les résultats connexes des secteurs d'activité et d'exploitation dans lesquels ils sont présentés. La direction estime que les ajustements effectués pour tenir compte de ces éléments améliorent la comparabilité de nos résultats et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier et de celui d'autres institutions financières. Le texte qui suit fournit des détails sur les éléments qui devraient être exclus des résultats respectifs selon la direction.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons comptabilisé une perte nette non réalisée de 70 millions de dollars au titre de l'incidence des variations des taux d'intérêt sur l'évaluation à la juste valeur des titres garantissant nos obligations au titre des activités d'assurances vie et maladie. Cette perte nette a été comptabilisée dans les revenus tirés des activités d'assurance et a été en grande partie contrebalancée par une variation correspondante des obligations sous-jacentes comptabilisées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Nous avons adopté les nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers sur une

base prospective, et le montant net n'a pas eu une incidence importante sur notre bénéfice net déclaré.

Résultats excluant un ajustement favorable au titre de la réaffectation des capitaux de placement étrangers

Au cours du trimestre, nous avons réaffecté certains capitaux de placement étrangers de nos activités d'assurance à l'échelle internationale, lesquels étaient attribués à nos activités de réassurance contre les catastrophes, par suite de notre décision stratégique de délaïsser cette division. Nous avons par conséquent comptabilisé un écart de conversion favorable de 40 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de ces capitaux. Ce montant était auparavant comptabilisé dans les capitaux propres et il a été reclassé dans les résultats au cours de la période.

Résultats excluant les charges liées aux ouragans

Nous avons comptabilisé des charges de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de nos activités d'assurance au premier trimestre de 2006, relativement aux sinistres nets estimatifs additionnels liés aux dommages découlant principalement de l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Le tableau suivant présente le rapprochement des revenus et des résultats liés aux activités d'assurance de RBC Particuliers et entreprises – Canada, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des éléments dont il est fait mention ci-dessus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				
		31 janvier 2007			31 janvier 2006
Montants présentés selon les PCGR	3 546 \$	860 \$	820 \$	516 \$	652 \$
Exclure : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers	70	70	70	69	–
Incidence de l'écart de conversion	(40)	(40)	–	–	–
Charges liées aux ouragans	–	–	–	–	(61)
Montants excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et certains éléments mentionnés ci-dessus	3 576 \$	890 \$	890 \$	585 \$	591 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la section RBC Particuliers et entreprises – Canada.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la section Résultats consolidés.

RBC Particuliers et entreprises – Canada

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires à l'intention des particuliers et des entreprises ainsi que les services de gestion de patrimoine au Canada, de même que nos services

d'assurances mondiaux. Ce secteur se compose des divisions suivantes : *Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise, Solutions cartes et paiements, Gestion de patrimoine et Assurance mondiale.*

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006 (1)	31 janvier 2006 (1)
Revenu net d'intérêt	1 588 \$	1 567 \$	1 443 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 958	1 918	1 855
Total des revenus	3 546 \$	3 485 \$	3 298 \$
Frais autres que d'intérêt	1 575 \$	1 566 \$	1 502 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	182	173	142
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	516	611	652
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 273 \$	1 135 \$	1 002 \$
Bénéfice net	877 \$	775 \$	669 \$
Revenus par division			
Particuliers clients	969 \$	946 \$	869 \$
Services financiers à l'entreprise	555	559	526
Solutions cartes et paiements	429	425	404
Gestion de patrimoine	733	692	641
Assurance mondiale	860	863	858
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (2)	36,7 %	34,2 %	30,0 %
Rendement du capital de risque (2)	50,8 %	46,3 %	41,5 %
Marge nette d'intérêt (3)	3,26 %	3,30 %	3,26 %
Levier d'exploitation (exclusion faite des activités d'Assurance mondiale) (4)	5,7 %	4,6 %	3,6 %
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (5)			
Total de l'actif (6)	213 900 \$	207 800 \$	194 600 \$
Total des actifs productifs (6)	193 500	188 300	175 800
Prêts et acceptations (6)	192 400	188 200	173 300
Dépôts	152 900	149 500	142 700
Capital attribué (2)	9 400	8 950	8 750
Capital de risque (2)	6 800	6 600	6 350
Biens administrés	221 900	213 200	195 400
Biens sous gestion	96 800	89 700	79 300
Primes d'assurance et dépôts	895	864	860
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,33 %	0,31 %	0,30 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,38 %	0,36 %	0,33 %
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	28 997	28 271	27 662

- (1) Au cours du trimestre, nous avons reclassé dans le revenu net d'intérêt des montants qui étaient classés dans les revenus autres que d'intérêt, en raison des modifications apportées à certaines ententes visant les services de fiducie. Nous avons retraité nos résultats de 2006 pour tenir compte de ces modifications.
- (2) La moyenne du capital attribué et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et un rapprochement.
- (3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif. La moyenne de l'actif productif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes de l'actif productif moyen pour la période.
- (4) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt du secteur, exclusion faite des activités d'Assurance mondiale, en raison de leur nature.
- (5) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (6) Le total de l'actif, le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, s'est établie à 18 milliards de dollars et à 3,7 milliards, respectivement.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 208 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient en grande partie à la forte croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète la poursuite fructueuse de nos initiatives visant la croissance. Nous avons enregistré une croissance à deux chiffres des revenus des *Particuliers clients* et de la *Gestion de patrimoine*, et une solide croissance des revenus des *Services financiers à l'entreprise* et des *Solutions cartes et paiements*. L'amélioration de nos résultats reflète aussi la constatation, l'an dernier, de charges liées aux ouragans, ainsi qu'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités et par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance de nos activités.

Le total des revenus a progressé de 248 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers, le total des revenus s'est accru de 278 millions de dollars ou 8 %. La hausse reflète principalement la forte croissance des volumes d'activités bancaires, de gestion de patrimoine et d'assurance. Un rapprochement des revenus du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada excluant l'incidence des éléments dont il est fait mention ci-dessus est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

La marge nette d'intérêt est demeurée stable, soit 3,26 %, car l'amélioration des marges liées aux dépôts des particuliers a été contrebalancée par la baisse des marges liées aux dépôts des entreprises et aux cartes de crédit.

Les revenus tirés des services *Particuliers clients* ont progressé de 100 millions de dollars ou 12 %, résultat qui reflète principalement la forte croissance du financement aux fins d'accession à la propriété et l'amélioration des marges liées aux prêts et aux dépôts.

Les revenus tirés des *Services financiers à l'entreprise* ont augmenté de 29 millions de dollars ou 6 %, principalement en raison de la forte croissance des prêts et des dépôts, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des marges liées aux dépôts.

Les revenus tirés des *Solutions cartes et paiements* se sont accrus de 25 millions de dollars ou 6 %, résultat qui reflète principalement les soldes à la hausse et l'amélioration des volumes de transactions. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés au programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit et par la compression des marges.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 92 millions de dollars ou 14 %, résultat qui reflète l'apport plus élevé de la plupart des gammes de produits. L'augmentation découle plus particulièrement de la hausse des ventes nettes et de l'appréciation du capital au sein de nos activités de fonds communs de placement. La croissance continue des comptes liés aux services tarifés et l'accroissement des volumes d'activités de courtage ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés de l'*Assurance mondiale* se sont accrus de 2 millions de dollars par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers, les revenus tirés de l'*Assurance mondiale* ont progressé de 32 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable à la croissance de nos activités de réassurance-vie en Europe et de nos activités au pays. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, laquelle découle de la faiblesse relative des taux d'intérêt, ainsi que par le recul des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes, qui tient au fait que nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités. Un rapprochement des revenus tirés de l'*Assurance mondiale*, compte non tenu de l'incidence des éléments dont il est fait mention ci-dessus, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 73 millions de dollars ou 5 %, résultat qui reflète la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus tirés des services de gestion de patrimoine, ainsi que l'expansion des équipes de vente et la hausse des coûts relatifs à l'infrastructure et des frais de marketing et de publicité à l'appui de la croissance de nos activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 40 millions de dollars ou 28 %. La hausse découle de l'augmentation des provisions au titre des marges de crédit personnelles non garanties, laquelle reflète la croissance du portefeuille et le taux plus élevé de pertes, ainsi que de l'accroissement des provisions au titre des prêts aux petites entreprises découlant du nombre plus élevé de prêts douteux. La hausse des provisions au titre du portefeuille de cartes de crédit imputable à la croissance du portefeuille a également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 136 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence favorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et les charges liées aux ouragans constatées à l'exercice précédent, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 6 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. La diminution est en grande partie attribuable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis et au niveau plus élevé d'ajustements nets favorables des provisions techniques ce trimestre. Les résultats ce trimestre tiennent compte d'un ajustement cumulatif de l'évaluation de 38 millions de dollars concernant des périodes précédentes, et les résultats de l'exercice précédent tiennent compte d'un montant analogue.

Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités de réassurance vie en Europe et des activités au pays. Un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, compte non tenu de l'incidence des éléments dont il est fait mention ci-dessus, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

La moyenne de l'actif a augmenté de 19 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance du financement aux fins d'accession à la propriété, ainsi que des prêts aux entreprises et des soldes de cartes de crédit. Les dépôts ont augmenté de 10 milliards de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète l'accroissement des dépôts des entreprises et des CPG des particuliers.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 102 millions de dollars ou 13 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux résultats solides de l'*Assurance mondiale*, lesquels reflètent l'incidence favorable d'un ajustement au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers et un ajustement net des provisions techniques ce trimestre, ainsi que l'historique amélioré des sinistres liés à presque toutes nos gammes de produits. La croissance élevée des revenus de la *Gestion de patrimoine* a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au portefeuille de cartes de crédit, laquelle reflète en partie la croissance du portefeuille, ainsi que par la hausse des coûts au titre de la dotation en personnel.

Le total des revenus s'est accru de 61 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. En excluant l'incidence défavorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers ainsi que l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers, le total des revenus a augmenté de 91 millions de dollars ou 3 %. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des volumes d'activités de gestion de patrimoine, ainsi que des activités d'assurance au pays.

La marge nette d'intérêt a reculé de 4 points de base et s'est établie à 3,26 %, en raison principalement de la réduction des marges liées aux dépôts des entreprises et aux cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 9 millions de dollars ou 1 %, en raison principalement de la hausse saisonnière des avantages sociaux et de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus tirés des services de gestion de patrimoine. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des frais de marketing et de publicité découlant de facteurs saisonniers.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 9 millions de dollars ou 5 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse des provisions au titre du portefeuille de cartes de crédit, laquelle découle en partie de la croissance du portefeuille. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des provisions au titre des portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 95 millions de dollars ou 16 % par rapport au trimestre précédent. En excluant l'incidence favorable de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 26 millions de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent. La diminution découle en grande partie d'ajustements nets favorables des provisions techniques ce trimestre, lesquels comprennent un ajustement cumulatif de l'évaluation de 38 millions de dollars concernant des exercices précédents. L'amélioration de l'historique des sinistres et la baisse des ventes de rentes aux États Unis ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités au pays.

RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires à l'intention des particuliers et des entreprises et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée à l'échelle internationale. Ce secteur se compose de la *Gestion de*

patrimoine, qui regroupe la Gestion Privée Globale et certaines activités de RBC Dain Rauscher, ainsi que des *Services bancaires*, qui comprennent RBC Centura et les services bancaires dans les Antilles.

Le 8 décembre 2006, nous avons acquis Flag aux fins de l'expansion des *Services bancaires*.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'employés et les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu net d'intérêt	302 \$	279 \$	279 \$
Revenus autres que d'intérêt	501	461	431
Total des revenus	803 \$	740 \$	710 \$
Frais autres que d'intérêt	611	575	567
Dotations à la provision pour pertes sur créances	10	5	10
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	1	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	182 \$	159 \$	133 \$
Bénéfice net	149 \$	126 \$	101 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine	527 \$	466 \$	446 \$
Services bancaires	276	274	264
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	15,3 %	14,8 %	13,3 %
Rendement du capital de risque (2)	26,7 %	24,0 %	21,6 %
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (3)			
Total de l'actif	43 700 \$	40 100 \$	36 800 \$
Prêts et acceptations	23 000	21 000	20 600
Dépôts	37 100	34 200	31 900
Capital attribué (2)	3 800	3 350	3 000
Capital de risque (2)	2 150	2 050	1 850
Biens administrés	333 900	307 900	287 300
Biens sous gestion	60 900	53 400	49 200
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,81 %	0,89 %	0,81 %
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	11 660	11 238	11 020

(en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêt	262 \$	250 \$	241 \$
Revenus autres que d'intérêt	431	413	374
Total des revenus	693 \$	663 \$	615 \$
Frais autres que d'intérêt	526	517	490
Dotations à la provision pour pertes sur créances	9	4	9
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	1	–
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	158 \$	141 \$	116 \$
Bénéfice net	128 \$	114 \$	88 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine	454 \$	417 \$	387 \$
Services bancaires	239 \$	246 \$	228 \$

(1) Les résultats déclarés de ce secteur aux trimestres précédents portaient sur les activités poursuivies.

(2) La moyenne du capital attribué et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le bénéfice net s'est accru de 48 millions de dollars ou 48 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 40 millions de dollars US ou 45 %, résultat qui tient surtout à la forte croissance, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, y compris l'acquisition de Flag. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts relatifs à la dotation en personnel à l'appui de nos initiatives visant la croissance, qui incluent l'acquisition de Flag, ainsi que par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans la division *Gestion de patrimoine*, qui découle de la hausse des revenus.

Les revenus ont progressé de 93 millions de dollars ou 13 % comparativement à l'an dernier. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 78 millions de dollars US ou 13 %, principalement en raison de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes accrus de transactions effectuées par des clients dans la division *Gestion de patrimoine*, ainsi que de l'amélioration des volumes de prêts et de dépôts dans tous les secteurs d'activité.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* se sont améliorés de 81 millions de dollars ou 18 %. Libellés en dollars américains, ils ont progressé de 67 millions de dollars US ou 17 %. L'amélioration tient principalement à la forte croissance continue des actifs liés aux services

tarifés des clients, laquelle traduit la solidité des marchés boursiers et nos efforts visant à recruter des conseillers financiers très performants. Elle reflète aussi un gain de change de 14 millions de dollars US au titre de certains dépôts, la prise en compte des résultats d'Abacus Financial Group Limited (Abacus) pour un mois supplémentaire, ainsi que l'accroissement des volumes de transactions effectuées par les clients et la forte croissance des prêts et des dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse du gain découlant de l'évaluation à la juste valeur de certains titres désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher (facteur qui est contrebalancé par la baisse de la rémunération à base d'actions dont il est fait mention ci-dessous dans le paragraphe portant sur les frais autres que d'intérêt).

Les revenus tirés des *Services bancaires* ont augmenté de 12 millions de dollars ou 5 %. Libellés en dollars américains, ils ont progressé de 11 millions de dollars US ou 5 %, en raison de la solide croissance des volumes de prêts et de dépôts, laquelle reflète principalement l'acquisition de Flag, de l'accroissement des services tarifés et de l'augmentation des activités de montage de prêts hypothécaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte de 18 millions de dollars US à la vente de certains titres du compte de placement découlant de la restructuration stratégique du portefeuille de placement de RBC Centura visant à profiter des débouchés sur le marché ainsi que de la croissance du bilan.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 44 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 36 millions de dollars US ou 7 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à la dotation en personnel et des frais d'occupation à l'appui de nos initiatives visant la croissance, lesquelles incluent l'acquisition de Flag et l'ouverture de 17 succursales dans des banques *de novo* par RBC Centura et dans les Antilles. L'augmentation tient aussi à la prise en compte des coûts liés à l'acquisition d'Abacus pour un mois supplémentaire ainsi qu'à la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans la division *Gestion de patrimoine*, découlant de la hausse des revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Toutes les autres catégories de charges sont essentiellement demeurées inchangées par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la poursuite de nos mesures de compression des coûts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 10 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'an dernier. Libellée en dollars américains, elle s'est établie à 9 millions de dollars

US, résultat inchangé par rapport à l'an dernier, qui tient au fait que la baisse des provisions au titre du portefeuille de prêts de RBC Centura, laquelle reflète la qualité élevée du crédit, a été neutralisée par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille dans les Antilles.

La moyenne de l'actif a augmenté de 7 milliards de dollars ou 19 %. Libellée en dollars américains, elle s'est accrue de 6 milliards de dollars US ou 18 %, résultat qui reflète en grande partie la croissance enregistrée par la Gestion privée globale, laquelle tient surtout à l'acquisition d'Abacus. L'augmentation s'explique aussi par la forte croissance des prêts enregistrée par RBC Centura, laquelle tient notamment à l'acquisition de Flag.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 23 millions de dollars ou 18 % par rapport au trimestre précédent. Libellé en dollars américains, il a progressé de 14 millions de dollars US ou 12 %. Ces résultats à la hausse découlent de la croissance des revenus, principalement ceux tirés des services de gestion de patrimoine, ainsi que de la contrepassation, ce trimestre, de charges d'impôts comptabilisées dans des périodes précédentes. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la perte de 18 millions de dollars US à la vente de certains titres du compte de placement.

Les revenus ont progressé de 63 millions de dollars ou 9 % par rapport au trimestre précédent. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 30 millions de dollars US ou 5 %. L'augmentation est en grande partie attribuable aux volumes accrus de transactions effectuées par des clients et à la croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients de la Gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi à un gain de change de 14 millions de dollars US et à l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte de 18 millions de dollars US à la vente de certains titres du compte de placement.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 36 millions de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 9 millions de dollars US ou 2 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à la dotation en personnel, de la prise en compte des résultats de Flag, ainsi que de la hausse de la rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais au titre de la rémunération variable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 5 millions de dollars. Libellée en dollars américains, elle s'est accrue de 5 millions de dollars US, résultat qui reflète la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts dans les Antilles.

RBC Marchés des Capitaux

Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit un vaste choix de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose de deux grandes divisions, soit les Marchés mondiaux et les Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers, et de notre participation de 50 %

dans RBC Dexia IS. Toutes les autres activités sont regroupées dans les Autres services.

En janvier 2007, nous avons acquis Carlin Financial Group (RBC Carlin) et Daniels & Associates, L.P. (RBC Daniels), afin de renforcer nos capacités en matière de services de banque d'investissement et de négociation aux États-Unis et à l'échelle mondiale. Les résultats financiers de RBC Carlin et de RBC Daniels sont présentés dans la division *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers*.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	78 \$	14 \$	68 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 322	1 146	945
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	1 400 \$	1 160 \$	1 013 \$
Frais autres que d'intérêt	877	770	686
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(8)	–	(85)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	(1)	–
Bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	531 \$	391 \$	412 \$
Bénéfice net	420 \$	315 \$	330 \$
Revenus par division			
Marchés mondiaux	804 \$	607 \$	574 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	352	319	274
RBC Dexia Investor Services (2)	170	155	84
Autres	74	79	81
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,5 %	25,8 %	30,0 %
Rendement du capital de risque (3)	38,7 %	33,4 %	37,8 %
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (4)			
Total de l'actif	306 900 \$	283 100 \$	252 800 \$
Titres du compte de négociation	155 900	137 800	132 500
Prêts et acceptations	29 300	26 200	20 500
Dépôts	139 300	125 100	115 900
Capital attribué (3)	5 400	4 750	4 300
Capital de risque (3)	4 250	3 700	3 400
Biens administrés – RBC	5 400	4 700	3 300
Biens administrés – RBC Dexia IS (5)	2 050 000	1 893 000	1 738 100
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,22 %	0,23 %	0,55 %
Provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	(0,11)%	0,00 %	(0,68)%
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	3 140	2 938	2 812

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Nous avons fusionné les activités des Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia le 2 janvier 2006 et créé RBC Dexia Investor Services, une nouvelle société. Compte tenu de la similarité de ces activités, nous avons présenté les revenus de nos anciennes activités de Services aux institutions et aux investisseurs et notre participation proportionnelle de 50 % dans RBC Dexia IS dans un même poste, à des fins de comparaison. Étant donné que cette dernière présente ses résultats selon le trimestre civil, il existe un décalage de un mois dans la présentation de ses résultats. Les chiffres correspondants du trimestre terminé le 31 janvier 2006 représentent uniquement les résultats des Services aux institutions et aux investisseurs pour une période de deux mois.

(3) La moyenne du capital attribué et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons fourni des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS est présenté au 31 décembre 2006.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 90 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance générale enregistrée dans la plupart de nos secteurs d'activité et relativement à nos catégories de produits, ainsi que d'une baisse du taux d'imposition effectif. L'augmentation des revenus reflète principalement les résultats à la hausse liés aux activités de négociation et l'accroissement des activités de montage de titres de participation et de prêts. Les résultats ce trimestre ont également bénéficié de la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un trimestre complet, les résultats de nos anciens

Services aux investisseurs institutionnels pour une période de deux mois ayant été constatés à la période précédente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités, ainsi que par la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale à l'exercice précédent.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a augmenté de 387 millions de dollars ou 38 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt, lesquels

découlent en grande partie du nombre important de transactions effectuées par le groupe de financement d'infrastructures, de l'accroissement des revenus découlant de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation, ainsi que de la prise en compte des résultats de RBC Dexia IS pour un mois supplémentaire. L'accroissement des activités de montage de titres de participation au Canada et aux États-Unis, les distributions accrues sur les placements privés et l'amélioration des activités de montage de prêts aux États-Unis ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, a augmenté de 1 389 millions de dollars, en hausse de 368 millions ou 36 % par rapport à l'an dernier. Un rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont progressé de 230 millions de dollars ou 40 %, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt, lesquels découlent en grande partie du nombre important de transactions effectuées par le groupe de financement d'infrastructures, de l'accroissement des revenus découlant de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation, ainsi que de l'amélioration des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* se sont accrues de 78 millions de dollars ou 28 %, en raison principalement des activités plus importantes de montage de titres de participation au Canada et aux États-Unis, des distributions accrues sur les placements privés et de l'amélioration des activités de montage de prêts aux États-Unis, résultats qui ont été neutralisés en partie par la baisse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition, laquelle tient au fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de plusieurs transactions notables, situation qui ne s'est pas reproduite ce trimestre.

Les revenus de *RBC Dexia IS* se sont établis à 170 millions de dollars, résultat qui reflète la hausse des soldes des dépôts et le niveau élevé des activités. Les revenus de 84 millions de dollars constatés l'an dernier reflétaient la prise en compte des revenus tirés de nos anciens Services aux investisseurs institutionnels pour une période de deux mois uniquement.

Les revenus tirés des *Autres services* ont diminué de 7 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des gains constatés à l'exercice précédent au titre de la vente d'actifs convertibles de la division Crédits mondiaux. Ce trimestre, nous avons comptabilisé des pertes de juste valeur liées aux contrats dérivés fournissant une protection contre le risque de crédit qui sont désignés comme une couverture économique de nos principaux portefeuilles de prêts.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 191 millions de dollars ou 28 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités, ainsi que de la prise en compte des frais de RBC Dexia IS pour un mois supplémentaire.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est élevé à 8 millions de dollars, comparativement à 85 millions l'an dernier, résultat qui tenait compte de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale et d'un recouvrement de 25 millions au titre de prêts liés à Enron radiés précédemment.

La charge d'impôts (majorée au montant imposable équivalent) a augmenté de 10 millions de dollars ou 11 %, en raison principalement de la hausse du bénéfice, laquelle a été neutralisée en partie par la contrepassation, ce trimestre, de charges d'impôts comptabilisées précédemment, laquelle découle du règlement de vérifications fiscales, ainsi que de la radiation d'impôts reportés comptabilisés au trimestre précédent par suite du transfert des Services aux investisseurs institutionnels à RBC Dexia IS.

La moyenne de l'actif a augmenté de 54 milliards de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout du niveau accru des activités de négociation attribuable à la croissance découlant de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation et des nouvelles initiatives, ainsi que de la croissance des prêts aux grandes entreprises, laquelle tient surtout à l'amélioration des services de banque d'investissement et à la croissance des activités aux États-Unis.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 105 millions de dollars ou 33 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse des revenus tirés de la plupart des activités, laquelle reflète l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation découlant du nombre important de transactions effectuées, de l'amélioration des activités liées aux clients et des conditions de marché favorables. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'amélioration du rendement des activités.

Le total des revenus (ajusté au montant imposable équivalent) a augmenté de 240 millions de dollars ou 21 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres d'emprunt et de titres de participation, de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, ainsi que des distributions accrues sur les placements privés. L'augmentation est aussi attribuable à l'amélioration du volume des activités de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada, ainsi que par la diminution des activités de montage de prêts. Le total des revenus (ajusté au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 389 millions de dollars, en hausse de 233 millions ou 20 % par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 107 millions de dollars ou 14 %, en raison surtout de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 8 millions de dollars ce trimestre, comparativement à un recouvrement de néant au trimestre précédent.

La charge d'impôts (majorée au montant imposable équivalent) a augmenté de 33 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts et de la composition des activités.

La moyenne de l'actif a augmenté de 24 milliards de dollars ou 8 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie au niveau accru des activités de négociation à l'appui de la croissance découlant de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation, et à l'accroissement des volumes de prêts aux grandes entreprises découlant principalement de l'amélioration des activités sur les marchés financiers.

Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale ainsi que les fonctions de finances, de ressources humaines et de gestion du risque de vérification interne et d'autres fonctions générales. Les coûts liés à ces services sont en grande partie attribués aux secteurs d'exploitation. L'effectif des Services de soutien généraux s'élève à plus de 18 000 employés (équivalent de travail à plein temps).

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation, telles que le financement de l'entreprise, les activités de titrisation et les résultats nets liés au capital non attribué. Les résultats comprennent également les ajuste-

ments de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent comptabilisés dans les résultats du secteur RBC Marchés des Capitaux, qui ont trait à la majoration au montant imposable équivalent des revenus tirés des dividendes imposables de sociétés canadiennes. Ces majorations sont inscrites dans le revenu net d'intérêt et elles sont compensées dans la charge d'impôts.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(101)\$	(129)\$	(108)\$
Revenus autres que d'intérêt	50	93	47
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(51)\$	(36)\$	(61)\$
Frais autres que d'intérêt	4	44	(4)
Recouvrement de pertes sur créances	(22)	(19)	(20)
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(33)\$	(61)\$	(37)\$
Bénéfice net	48 \$	47 \$	72 \$
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)			
Total de l'actif	(5 600)\$	(5 700)\$	(4 500)\$
Capital attribué (3)	2 850	3 450	3 250
Titrisations			
Total des créances titrisées et vendues en cours (4)	18 732	17 781	15 172
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (5)	1 438	2 059	2 733

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (revenus tirés des dividendes de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur RBC Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 s'est établi à 70 millions de dollars (50 millions au 31 octobre 2006; 37 millions au 31 janvier 2006).

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) La moyenne du capital attribué représente une mesure financière hors PCGR. Une analyse plus détaillée et un rapprochement sont présentés à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(5) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 6 des Notes complémentaires pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux de RBC Marchés des Capitaux.

Premier trimestre de 2007

Le bénéfice net de 48 millions de dollars pour le trimestre reflète principalement les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation, ainsi que les gains liés aux activités de titrisation. L'augmentation s'explique également par les intérêts reçus sur les paiements excédentaires, ainsi que par l'incidence favorable nette, ce trimestre, de la tranche inefficace de certaines couvertures des flux de trésorerie découlant de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement cumulatif après impôts de 20 millions de dollars au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

Quatrième trimestre de 2006

Le bénéfice net de 47 millions de dollars pour le trimestre reflète principalement les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation, ainsi que les gains résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés liés à certaines couvertures économiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un montant passé en charges au titre de locaux loués que nous n'occuperons pas et que nous prévoyons sous-louer moyennant un loyer inférieur à celui prévu par notre contrat de location.

Premier trimestre de 2006

Le bénéfice net de 72 millions de dollars reflète principalement le règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents, qui a donné lieu à la contrepassation d'une tranche de 70 millions de dollars des montants comptabilisés dans les exercices précédents.

Situation financière

Données figurant au bilan et analyse du bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2007 (1)	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 637 \$	10 502 \$	10 913 \$
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	169 030 \$	147 237 \$	131 551 \$
Titres du compte de placement	27 821	37 632	34 107
Total des valeurs mobilières	196 851 \$	184 869 \$	165 658 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	67 744 \$	59 378 \$	47 564 \$
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	98 527 \$	96 675 \$	91 776 \$
Prêts aux particuliers	45 787	44 902	41 337
Prêts sur cartes de crédits	7 553	7 155	5 468
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	67 851	61 207	55 615
Total des prêts	219 718 \$	209 939 \$	194 196 \$
Autres actifs	77 242 \$	69 100 \$	66 300 \$
Total de l'actif	571 615 \$	536 780 \$	487 874 \$
Dépôts	365 606 \$	343 523 \$	314 872 \$
Autres passifs	172 261 \$	160 575 \$	141 036 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 799 \$	1 775 \$	1 916 \$
Capitaux propres	23 458 \$	22 123 \$	20 235 \$

(1) Les montants pris en compte dans l'ajustement de transition sont liés à l'adoption, le 1^{er} novembre 2006, des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers. De plus amples renseignements sont présentés à la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le *total de l'actif* a augmenté de 84 milliards de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation a touché la plupart des catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la croissance des activités de négociation et de prêt.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont reculé de 3 milliards de dollars ou 30 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit des actifs générant des rendements plus élevés.

Le *total des valeurs mobilières* a progressé de 31 milliards de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation de 37 milliards de dollars des titres du compte de négociation, laquelle découle principalement de la croissance de nos activités de négociation. Certains titres qui étaient auparavant classés comme des titres du compte de placement sont maintenant classés comme des titres du compte de négociation, par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers. De plus amples renseignements sont présentés à la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 20 milliards de dollars ou 42 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse des soldes à l'appui de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt, ainsi que les soldes plus élevés des comptes des clients.

Le *total des prêts* s'est accru de 26 milliards de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison des hausses liées à toutes les catégories de produits. Ce résultat reflète la demande élevée visant les prêts, laquelle découle de la conjoncture favorable, ainsi que la mise en œuvre fructueuse de nos stratégies visant la croissance.

Les *prêts hypothécaires résidentiels* se sont accrus de 7 milliards de dollars ou 7 %, malgré l'effet de compensation d'un montant de 13 milliards en soldes titrisés au cours des 12 derniers mois. La hausse reflète principalement la croissance de nos activités au pays.

Les *prêts aux particuliers* ont progressé de 4 milliards de dollars ou 11 %, résultat qui reflète principalement la croissance des produits de la gamme Marge Proprio.

Les *soldes de cartes de crédit* ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 38 %, en raison principalement des efforts fructueux déployés au chapitre des ventes ainsi que de la hausse des dépenses et des soldes des clients. L'augmentation reflète également le montant de 650 millions de dollars en soldes titrisés arrivés à échéance au cours de la période, qui fait en sorte que les prêts sont de nouveau constatés dans notre bilan.

Les *prêts aux entreprises et aux gouvernements* se sont accrus de 12 milliards de dollars ou 22 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de RBC Centura, de l'acquisition de Flag, de l'accroissement des prêts liés aux services de banque d'investissement, ainsi que de la croissance générale des activités.

Les *autres actifs* ont augmenté de 11 milliards de dollars ou 17 %. L'augmentation est en grande partie attribuable aux montants se rapportant aux dérivés, lesquels reflètent en grande partie les variations des taux d'intérêt, à l'accroissement des montants à recevoir de courtiers, ainsi qu'aux engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Les *dépôts* se sont accrus de 51 milliards de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à la croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements à l'appui de l'accroissement des activités. Il reflète également l'augmentation des dépôts des banques à l'appui des besoins de financement liés à nos activités de négociation et de prêts. La hausse des dépôts des particuliers est pour sa part principalement attribuable aux ventes accrues de produits de dépôt à terme.

Les *autres passifs* ont augmenté de 31 milliards de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier, résultat attribuable en grande partie à

l'accroissement des activités des entreprises se rapportant aux conventions de rachat et aux titres vendus à découvert.

Les *capitaux propres* ont progressé de 3 milliards de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes, ainsi que de l'émission nette de 0,9 milliard de dollars d'actions privilégiées au cours de la période.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le *total de l'actif* a augmenté de 35 milliards de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation a touché la plupart des catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la croissance des activités de négociation et de prêt.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont reculé de 3 milliards de dollars ou 27 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement des modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit d'actifs plus liquides générant des rendements plus élevés.

Le *total des valeurs mobilières* a progressé de 12 milliards de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement le niveau accru des titres du compte de négociation à l'appui de la croissance de nos activités de négociation. Certains titres qui étaient auparavant classés comme des titres du compte de placement sont maintenant classés comme des titres du compte de négociation, par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 8 milliards de dollars ou 14 % par rapport au trimestre précédent, en grande partie en raison de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt, ainsi que des soldes plus élevés des comptes des clients.

Le *total des prêts* s'est accru de 10 milliards de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent, en raison des hausses liées à toutes les catégories de produits. Ce résultat découle en grande partie de l'accroissement des prêts aux grandes entreprises s'inscrivant dans le cadre des services de banque d'investissement, de la forte croissance des prêts de RBC Centura, incluant l'acquisition de Flag. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des prêts hypothécaires résidentiels au pays (malgré l'effet compensatoire des 2,5 milliards de dollars de prêts titrisés ce trimestre), ainsi que par l'augmentation des marges de crédit personnelles garanties découlant de la vigueur persistante des activités sur les marchés de l'habitation au pays.

Les *autres actifs* ont augmenté de 8 milliards de dollars ou 12 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux montants se rapportant aux dérivés, lesquels reflètent en grande partie les variations des taux d'intérêt, à l'accroissement des montants à recevoir de courtiers, ainsi qu'aux engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Les *dépôts* se sont accrus de 22 milliards de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient principalement à la croissance liée à toutes les catégories de produits. L'augmentation découle en grande partie de l'accroissement des dépôts des entreprises et des gouvernements, qui reflète principalement les nouvelles émissions de billets de dépôt ce trimestre, de l'acquisition de Flag, ainsi que de la croissance des activités aux États-Unis et à l'étranger. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des dépôts des banques et des particuliers.

Les *autres passifs* ont augmenté de 12 milliards de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des activités des entreprises se rapportant aux titres vendus à découvert et aux dérivés découlant des variations des taux de change.

Les *capitaux propres* ont progressé de 1 milliard de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes.

Gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées avec la volonté de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs,

des comparaisons avec nos homologues et de notre position relative aux objectifs internes en matière de ratios de capital. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins prévus en trésorerie. Se reporter aux pages 64 à 68 de notre rapport annuel 2006 pour une analyse plus détaillée.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté prospectivement trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA concernant la comptabilisation des instruments financiers. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations, ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Les répercussions de l'adoption de ces normes sur le capital réglementaire et sur l'actif ajusté en fonction des risques sont les suivantes :

Capital réglementaire

À l'adoption des nouvelles normes, les capitaux propres ont été réduits au moyen d'ajustements au titre des bénéfices non répartis et par la création de soldes inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Les détails de ces ajustements de transition sont décrits à la note 1 des Notes complémentaires.

Comme l'exige le BSIF, certaines composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu sont incluses dans le capital réglementaire. L'écart de conversion net cumulatif est inclus dans le capital de première catégorie. Les pertes de juste valeur nettes non réalisées sur les actions disponibles à la vente sont déduites aux fins du calcul du capital de première catégorie, et les gains de juste valeur nets non réalisés sur ces actions sont compris dans le capital de catégorie 2A.

Actif ajusté en fonction des risques

Comme l'exige le BSIF, les soldes du bilan sont utilisés pour déterminer l'actif ajusté en fonction des risques, sauf dans le cas des titres de créance disponibles à la vente et des prêts constatés au bilan à leur juste valeur, pour lesquels le coût non amorti sert à déterminer l'actif ajusté en fonction des risques.

Le tableau suivant illustre notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Capital de première catégorie	22 263 \$	21 478 \$	19 391 \$
Capital total	27 035 \$	26 664 \$	26 103 \$
Total de l'actif ajusté en fonction des risques (1)	242 290 \$	223 709 \$	204 247 \$
Ratios de capital			
Ratio du capital de première catégorie	9,2 %	9,6 %	9,5 %
Ratio du capital total	11,2 %	11,9 %	12,8 %

(1) Calculé selon les directives publiées par le BSIF.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Au 31 janvier 2007, le ratio du capital de première catégorie était de 9,2 %, et le ratio du capital total, de 11,2 %. Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 30 points de base par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques, laquelle a excédé le montant élevé des capitaux autogénérés. Le ratio du capital total a pour sa part reculé de 160 points de base, en raison surtout de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques et des rachats nets de capitaux. L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 38 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la croissance des prêts, des engagements de crédit et des valeurs mobilières, ainsi que le risque de marché accru.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 40 points de base par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète la forte croissance de l'actif ajusté en fonction des risques principalement attribuable à la croissance des activités. Le ratio du capital total a reculé de 70 points de base par rapport à la fin du trimestre précédent, en raison surtout de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques et des rachats nets de capitaux. La hausse de 19 milliards de dollars de l'actif ajusté en fonction des risques par rapport à la fin du dernier trimestre est en grande partie attribuable à la croissance des prêts et des valeurs mobilières, ainsi qu'au risque de marché accru.

Données concernant les actions et dividendes

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au								
	31 janvier 2007			31 octobre 2006			31 janvier 2006		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende déclaré par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende déclaré par action
Actions privilégiées de premier rang									
À dividende non cumulatif, série N (1)	12 000	300 \$	0,29 \$	12 000	300 \$	0,29 \$	12 000	300 \$	0,29 \$
À dividende non cumulatif, série O	-	-	-	6 000	150	0,34	6 000	150	0,34
À dividende non cumulatif, série S	-	-	-	-	-	0,18	10 000	250	0,38
À dividende non cumulatif, série W (1)	12 000	300	0,31	12 000	300	0,31	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28	12 000	300	0,28	-	-	-
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29	12 000	300	0,41	-	-	-
À dividende non cumulatif, série AC (2)	8 000	200	0,36	-	-	-	-	-	-
À dividende non cumulatif, série AD (2)	10 000	250	-	-	-	-	-	-	-
À dividende non cumulatif, série AE (2)	10 000	250	-	-	-	-	-	-	-
Total des actions privilégiées de premier rang		1 900 \$			1 350 \$			1 000 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 275 950	7 216 \$	0,40 \$	1 280 890	7 196 \$	0,40 \$	1 290 983	7 189 \$	0,32 \$
Actions de trésorerie – privilégiées	(141)	(3)	-	(94)	(2)	-	(118)	(3)	-
Actions de trésorerie – ordinaires	(3 108)	(114)	-	(5 486)	(180)	-	(6 224)	(199)	-
Options sur actions									
Octroyées	31 261	-	-	32 243	-	-	36 296	-	-
Pouvant être levées	26 541	-	-	26 918	-	-	30 858	-	-

(1) Au 31 janvier 2007, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 5 840 000. Au 31 janvier 2007, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles.

(2) Ces actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion. Pour plus de détails, se reporter à la section Principales activités de gestion du capital.

Au 23 février 2007, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 274 339 000 et à

30 747 000, respectivement. Se reporter à la note 8 des Notes complémentaires pour plus de détails.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le
	31 janvier 2007
Dividendes	
Actions ordinaires	511 \$
Actions privilégiées	16
Actions privilégiées émises	700
Actions privilégiées rachetées	(150)
Ventes nettes d'actions de trésorerie – actions ordinaires	66
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(414)
Rachat et remboursement par anticipation de débetures	(485)

Premier trimestre de 2007

Capital de première catégorie

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous avons racheté 7,6 millions d'actions ordinaires au coût de 414 millions de dollars en vertu de cette offre publique.

Le 19 janvier 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AE, à 25 \$ l'action.

Le 13 décembre 2006, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AD, à 25 \$ l'action.

Le 24 novembre 2006, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série O, émises et en circulation, d'un montant de 150 millions de dollars.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AC, à 25 \$ l'action.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Risque de crédit	6 550 \$	6 100 \$	5 500 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 650	2 550	2 400
Risque opérationnel	2 750	2 550	2 300
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 000	1 800	1 700
Risque d'assurance	150	150	250
Capital-risque	14 100 \$	13 150 \$	12 150 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	5 400	4 700	4 450
Capital attribué (capital économique)	19 500 \$	17 850 \$	16 600 \$
Capital non attribué ⁽¹⁾	1 950	2 650	2 700
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21 450 \$	20 500 \$	19 300 \$

(1) Le capital non attribué est présenté dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Le capital économique attribué a augmenté de 2,9 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'accroissement du capital lié au risque de crédit, du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels et du capital lié au risque opérationnel. L'accroissement du capital lié au risque de crédit et au risque opérationnel tient principalement à la croissance des activités et à l'incidence de RBC Dexia IS, une coentreprise formée en janvier 2006. L'augmentation du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient principalement aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice, notamment l'acquisition de Flag, d'American Guaranty & Trust et d'Abacus. L'augmentation du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient aussi à la création de RBC Dexia IS.

Capital de deuxième catégorie

Au cours du trimestre, nous avons acheté une tranche de 24 millions de dollars US des débetures à taux variable en circulation d'un capital de 300 millions de dollars US, venant à échéance en 2085.

Le 8 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à taux variable en circulation d'un capital de 400 millions de dollars US, venant à échéance le 8 novembre 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement.

Après le 31 janvier 2007, nous avons annoncé l'opération sur les capitaux propres suivante :

Le 2 mars 2007, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débetures subordonnées d'un capital de 500 millions de dollars en circulation, échéant le 4 juin 2012, pour leur valeur nominale majorée des intérêts courus. Nous prévoyons effectuer le remboursement le 4 juin 2007 et le financer à même les fonds d'administration générale de la Banque.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique constitue le capital requis pour demeurer solvable et poursuivre nos activités, et ce, même dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre volonté de maintenir une cote de crédit AA. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent aux activités commerciales, et il optimise les rendements au chapitre des risques et des avantages. Il fournit des mesures directes de comparaison du rendement telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Par conséquent, le capital économique aide la haute direction à prendre des décisions en matière d'affectation des ressources, et il sert de point de référence aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de notre situation financière, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique.

Le capital économique est une mesure hors PCGR. Son calcul et son attribution nécessitent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements. Se reporter à la page 68 de notre rapport annuel pour plus de détails.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le capital économique attribué a augmenté de 1,7 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, au risque de crédit et au risque opérationnel. L'augmentation du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient en grande partie à l'acquisition de Flag et à l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés en dollars américains. La hausse du capital lié au risque de crédit et au risque opérationnel tient surtout à la croissance des activités.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour celui des clients. Ces opérations entraînent divers risques tels que les risques de marché, de crédit et d'illiquidité et le risque de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 69 à 71 de notre rapport annuel 2006.

Instruments financiers dérivés

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté, sur une base prospective, trois nouvelles normes comptables de l'ICCA concernant les instruments financiers. Ces normes, ainsi que leur incidence sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, font l'objet d'une analyse dans la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Par suite de l'adoption de ces normes, tous les dérivés, y compris certains dérivés qui servent à gérer nos risques et qui sont précisément désignés comme des couvertures et sont admissibles à la comptabilité de couverture, sont inscrits à la juste valeur dans le bilan consolidé. Avant le 1^{er} novembre 2006, les dérivés admissibles à la comptabilité de couverture n'étaient pas comptabilisés à la juste valeur dans le bilan; ils étaient plutôt présentés comme des éléments hors bilan.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts hypothécaires commerciaux, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité.

L'information qui suit porte sur les opérations de titrisation effectuées au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, qui ont eu une incidence sur notre bilan consolidé intermédiaire non vérifié.

Au cours du premier trimestre de 2007, nous avons titrisé un montant de 2,5 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels, dont une tranche de 1,4 milliard a été vendue et une tranche de 1,1 milliard a été conservée. Nous avons classé une tranche de 0,9 milliard de dollars des titres conservés comme des titres du compte de négociation, et une tranche de 0,2 milliard, comme des titres du compte de placement. Nous avons également titrisé et vendu un montant de 0,3 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 des Notes complémentaires.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons avec des tiers de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie », notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Se reporter à la note 10 des Notes complémentaires pour plus de détails sur les garanties importantes que nous avons fournies à des tiers au 31 janvier 2007.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées à la page 42 de notre rapport annuel 2006.

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés apparentées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non apparentées. Nous accordons des

prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Se reporter à la note 4 de nos états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés, ainsi qu'aux notes 9 et 21 de notre rapport annuel 2006 pour plus de détails.

Gestion du risque

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous procédons à la gestion de ces risques afin de nous protéger contre une volatilité inacceptable des résultats, d'une manière qui étaye et facilite les occasions d'affaires. Nous nous assurons à ces fins que les risques liés à nos activités commerciales et à nos opérations se traduisent par un équilibre adéquat entre le rendement obtenu et les risques assumés, et qu'ils s'alignent sur notre goût du risque.

Notre processus de gestion du risque est étayé par de saines pratiques en matière de gestion des risques et par un cadre de gestion du risque efficace. La pierre angulaire de notre cadre de gestion du

risque consiste en une culture de gestion du risque bien établie, qui est soutenue par des politiques, des procédures et des plafonds rigoureux appliqués à l'échelle de l'entreprise et nécessitant la participation de nos spécialistes de la gestion du risque ainsi que des secteurs d'exploitation et des autres unités fonctionnelles. Ce partenariat vise à assurer l'alignement continu de notre goût du risque et de nos stratégies et activités commerciales.

Se reporter aux pages 72 à 90 de notre rapport annuel 2006 pour plus de détails. Notre démarche au chapitre de la gestion du risque n'a pas changé de façon importante par rapport à celle décrite dans notre rapport annuel 2006.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Nos secteurs d'exploitation composent avec le risque de crédit lorsqu'ils accordent du crédit et procèdent à d'autres transactions avec diverses parties. Le risque de crédit est également lié à des éléments figurant au bilan ou hors bilan tels que les prêts, les acceptations, les lettres de crédit et les garanties.

La supervision du risque de crédit incombe au Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Ce dernier approuve les pouvoirs d'approbation du risque de crédit, en fonction des recommandations du Comité, et il délègue ces pouvoirs à

la haute direction. Le Comité des politiques en matière de risque et de révision doit approuver toutes les transactions comportant des risques supérieurs aux risques pour lesquels des pouvoirs d'approbation ont été délégués à la direction.

La Gestion des risques du Groupe établit les critères d'établissement, d'évaluation, de surveillance et de communication du risque de crédit. Les secteurs d'exploitation sont responsables des risques de crédit liés à leurs activités, et ils collaborent avec la Gestion des risques du Groupe afin d'assurer l'alignement adéquat de notre goût du risque et de nos stratégies commerciales.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Montant brut des prêts douteux			
Prêts à la consommation	356 \$	344 \$	354 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	520	490	446
Total du montant brut des prêts douteux	876 \$	834 \$	800 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	105 \$	103 \$	117 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	176	160	168
Provision spécifique	281 \$	263 \$	285 \$
Provision générale	1 253	1 223	1 224
Total de la provision pour pertes sur créances	1 534 \$	1 486 \$	1 509 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	142 \$	128 \$	121 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	20	29	(19)
Dotation aux provisions spécifiques	162 \$	157 \$	102 \$
Dotation aux provisions générales	–	2	(55)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	162 \$	159 \$	47 \$
Principaux ratios de la qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,38 %	0,38 %	0,40 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,29 %	0,29 %	0,20 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,27 %	0,29 %	0,21 %

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a augmenté de 76 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre des portefeuilles de prêts aux petites entreprises, de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux s'est accru de 2 millions de dollars, en raison du nombre accru de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers découlant en partie de la croissance des portefeuilles, résultat qui a été contrebalancé en grande partie par la diminution du nombre de prêts douteux au titre du portefeuille de prêts aux étudiants.

Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a augmenté de 74 millions de dollars ou 17 %, en raison principalement de la hausse du nombre de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux petites entreprises, de prêts commerciaux et de prêts aux exploitations agricoles, résultat qui a été neutralisé en partie par le règlement de prêts aux grandes entreprises qui étaient auparavant classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 25 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse de la provision générale découlant de la prise en compte des résultats de Flag, laquelle a largement neutralisé la réduction de la provision spécifique au cours de la période. La provision spécifique pour pertes sur créances a diminué de 4 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie attribuable à la provision au titre des prêts aux étudiants, contrebalancée

en partie par la hausse de la provision au titre du portefeuille de prêts aux petites entreprises. La provision générale s'est accrue de 29 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement de l'acquisition de Flag.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 115 millions de dollars ou 245 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la contrepassation, à l'exercice précédent, d'une tranche de 50 millions de la provision générale, ainsi que la baisse des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises ce trimestre. L'augmentation s'explique également par la hausse des provisions liées aux marges de crédit personnelles non garanties ainsi qu'aux portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts sur cartes de crédit.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liées aux prêts à la consommation s'est accrue de 21 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions liées aux marges de crédit personnelles non garanties ainsi qu'aux portefeuilles de prêts sur cartes de crédit, laquelle reflète en grande partie la croissance des portefeuilles.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté de 39 millions de dollars comparativement à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse des provisions liées au portefeuille de prêts aux petites entreprises et la baisse des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la constatation d'un recouvrement de 25 millions de dollars au titre de prêts liés à Enron radiés précédemment. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux États-Unis, laquelle reflète le maintien de la qualité élevée du crédit.

Ce trimestre, nous avons comptabilisé une dotation aux provisions générales de néant, comparativement à un recouvrement de 55 millions de dollars l'an dernier. Le résultat l'an dernier tenait compte de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale découlant du raffermissement de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, lequel est attribuable aux conditions de crédit favorables.

Ratios de qualité du crédit

Le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la forte croissance des portefeuilles. L'augmentation du ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances reflète en grande partie la baisse des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises, ainsi que la hausse des provisions au titre du portefeuille de prêts aux petites entreprises. Le ratio du total des radiations nettes a augmenté par rapport à l'an dernier, en raison surtout de la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises ce trimestre.

Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a augmenté de 42 millions de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète le nombre accru de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements et de prêts à la consommation.

Le montant brut des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux a augmenté de 12 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement du nombre de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels découlant en partie de la croissance des portefeuilles, résultat qui a été contrebalancé en partie par la baisse du nombre de prêts douteux liés au portefeuille de prêts aux étudiants.

Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux s'est accru de 30 millions de dollars ou 6 %. L'augmentation reflète principalement le nombre accru de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts aux exploitations agricoles.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 48 millions de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète la hausse de la provision générale et de la provision spécifique. La provision spécifique pour pertes sur créances s'est accrue de 18 millions de dollars ou 7 %, résultat qui est principalement imputable au nombre accru de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux petites entreprises. La provision générale a augmenté de 30 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement de la prise en compte des résultats de Flag ce trimestre.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation reflète principalement la hausse des provisions au titre du portefeuille de prêts sur cartes de crédit, laquelle a été neutralisée en grande partie par les recouvrements accrus au titre du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liées aux prêts à la consommation s'est accrue de 14 millions de dollars ou 11 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est en grande partie imputable à l'augmentation des provisions au titre du portefeuille de prêts sur cartes de crédit, laquelle reflète en partie la croissance du portefeuille.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a reculé de 9 millions de dollars ou 31 % comparativement au trimestre précédent. Ce recul est en grande partie attribuable aux recouvrements accrus au titre des prêts aux grandes entreprises ainsi qu'à la baisse des provisions liées aux portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts dans les Antilles.

Ratios de qualité du crédit

La qualité du crédit de nos portefeuilles est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des taux d'intérêt et de change ainsi que du cours des actions et des marchandises, ou que les écarts de taux, entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements, et la composition de notre portefeuille de négociation. Se reporter aux pages 81 à 84 de notre rapport annuel 2006 pour plus de détails.

Activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises.

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités

de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage. Se reporter aux pages 81 à 83 de notre rapport annuel 2006 pour plus de détails. Ces politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans le rapport annuel 2006.

Le tableau suivant illustre la valeur à risque (VAR) globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification général, qui représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	Au	31 janvier 2007			Au	31 octobre 2006			Au	31 janvier 2006		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	9 \$	14 \$	9 \$	5 \$	7 \$	9 \$	7 \$	5 \$	7 \$	11 \$	8 \$	5 \$
Change	1	3	1	–	2	3	1	1	1	4	2	1
Marchandises (1)	1	1	1	–	1	1	1	–	1	2	1	1
Taux d'intérêt	16	19	16	13	13	17	14	13	16	20	12	9
Risque spécifique lié à la dette	2	3	2	2	3	4	3	2	3	4	2	2
Effet de diversification	(10)	n.s.	(10)	n.s.	(9)	n.s.	(9)	n.s.	(9)	n.s.	(7)	n.s.
VAR globale	19 \$	22 \$	19 \$	15 \$	17 \$	20 \$	17 \$	14 \$	19 \$	25 \$	18 \$	13 \$

(1) Avec prise d'effet en mai 2006, le risque de marché lié aux activités de négociation ayant trait aux marchandises est pris en compte aux fins de l'évaluation de la VAR et de l'établissement du capital réglementaire selon une méthode de calcul fondée sur des modèles.
n.s. non significatif

Premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 19 millions de dollars, en hausse par rapport à 18 millions à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à l'augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt, laquelle découle de l'accroissement des activités de négociation. Ce résultat a été contrebalancé en grande partie par l'accroissement de l'effet de diversification général, qui s'est établi à 34 %, en hausse par rapport à 28 % l'an dernier.

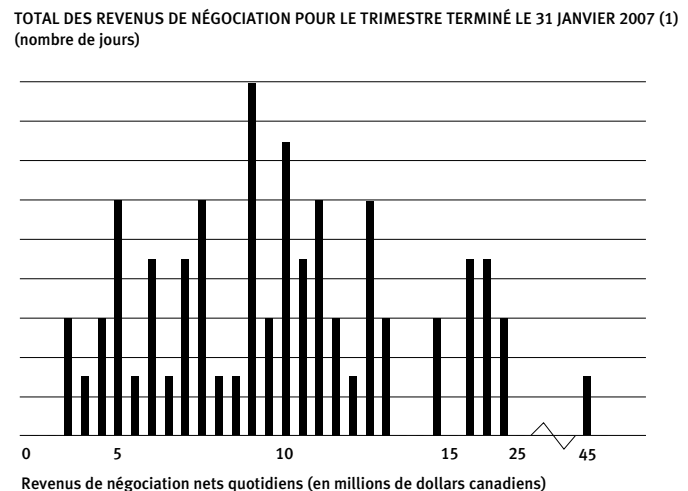
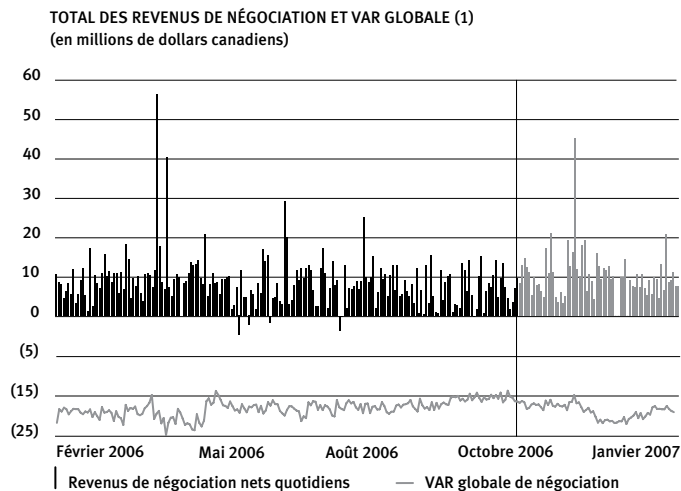
Premier trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 19 millions de dollars, en hausse par rapport à 17 millions au trimestre précédent. Ce résultat tient principalement à l'augmentation de la VAR liée aux taux

d'intérêt et aux actions. Cette augmentation de la VAR globale découle en grande partie de l'accroissement des activités de négociation ce trimestre. La hausse a été légèrement contrebalancée par une amélioration modérée de l'effet de diversification général ce trimestre.

Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu une séance marquée par des revenus de négociation nets de 45 millions de dollars, lesquels comprenaient des gains liés à certains montages financiers. Nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes nettes. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

Risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation (Gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice.

De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation sont fournis à la page 83 de notre rapport

annuel 2006. Ces politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2006.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours de la période, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2007		31 octobre 2006		31 janvier 2006	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
Incidence avant impôts : d'une augmentation de 100 points de base des taux	(508)\$	83 \$	(496)\$	87 \$	(376)\$	107 \$
d'une diminution de 100 points de base des taux	377	(143)	375	(153)	240	(188)
Incidence avant impôts : d'une augmentation de 200 points de base des taux	(1 078)	148	(1 044)	147	(789)	188
d'une diminution de 200 points de base des taux	680	(287)	658	(319)	385	(407)

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes. Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit, le risque de marché ou le risque de réglementation.

Notre cadre de gestion du risque opérationnel fait appel à un langage commun aux fins de l'établissement du risque opérationnel et des principes et pratiques utilisés pour gérer ce risque, qui comprennent un processus d'établissement, d'évaluation, d'atténuation et de surveillance du risque.

Conformément à ce cadre, nous examinons le risque opérationnel en fonction des causes, des événements et des répercussions. Des catégories et des définitions détaillées sont fournies dans le cadre de gestion, de manière à étayer l'établissement et l'évaluation uniformes des risques.

Veillez vous reporter aux pages 84 et 85 de notre rapport annuel 2006 pour plus de détails. Ces politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2006.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui existe lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements.

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons de sources fiables et rentables de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;
- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les « actifs liquides en cas d'urgence ») qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car ils nous permettent d'attribuer des plafonds prudents aux paramètres liés à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard, et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité, tant en fonction de conditions du marché normales que de conditions du marché entraînant un stress.

Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion des liquidités et du financement font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 85 à 87 de notre rapport annuel 2006. Notre cadre de gestion des liquidités et du financement et les niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2006.

Nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement est solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur cette position.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 2 mars 2007.

	Au 2 mars 2007		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aa2	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

Nos principales cotes de crédit et perspectives sont demeurées inchangées par rapport au 31 octobre 2006. Ces cotes de crédit élevées étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti sur une base concurrentielle. Toutes nos cotes de crédit demeurent au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation.

Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

	31 janvier 2007					31 octobre 2006
	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
(en millions de dollars canadiens) (1)						
Financement à long terme non garanti	7 206 \$	21 782 \$	10 695 \$	5 347 \$	45 030 \$	33 361 \$
Débitures subordonnées	–	147	–	6 660	6 807	7 103
	7 206 \$	21 929 \$	10 695 \$	12 007 \$	51 837 \$	40 464 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 878 \$	4 401 \$	4 682 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 637	10 502	10 913
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	169 030	147 237	131 551
Titres du compte de placement	27 821	37 632	34 107
	196 851	184 869	165 658
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	67 744	59 378	47 564
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	98 527	96 675	91 776
Prêts aux particuliers	45 787	44 902	41 337
Prêts sur cartes de crédit	7 553	7 155	5 468
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	67 851	61 207	55 615
	219 718	209 939	194 196
Provision pour pertes sur prêts	(1 455)	(1 409)	(1 439)
	218 263	208 530	192 757
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 011	9 108	7 951
Produits dérivés	42 226	37 729	38 237
Locaux et matériel, montant net	1 917	1 818	1 736
Écart d'acquisition	4 932	4 304	4 157
Autres actifs incorporels	699	642	704
Actifs liés aux activités destinées à la vente	–	82	178
Autres actifs	17 457	15 417	13 337
	77 242	69 100	66 300
	571 615 \$	536 780 \$	487 874 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	117 867 \$	114 040 \$	111 880 \$
Entreprises et gouvernements	198 796	189 140	160 221
Banques	48 943	40 343	42 771
	365 606	343 523	314 872
Autres			
Acceptations	10 011	9 108	7 951
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 361	38 252	35 856
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	41 117	41 103	28 841
Produits dérivés	43 971	42 094	42 668
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 948	7 337	7 150
Passifs liés aux activités destinées à la vente	–	32	37
Autres passifs	22 853	22 649	18 533
	172 261	160 575	141 036
Débitures subordonnées	6 807	7 103	8 116
Titres de fiducie de capital	1 385	1 383	1 399
Passifs liés aux actions privilégiées	299	298	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 799	1 775	1 916
Capitaux propres			
Actions privilégiées	1 600	1 050	700
Actions ordinaires (émises – 1 275 949 848; 1 280 889 745 et 1 290 982 576)	7 216	7 196	7 189
Surplus d'apport	255	292	299
Actions autorisées mais non émises – privilégiées (détenues – 141 300; 93 700 et 118 400)	(3)	(2)	(3)
– ordinaires (détenues – 3 108 319; 5 486 072 et 6 223 880)	(114)	(180)	(199)
Bénéfices non répartis	16 264	15 771	14 284
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 760)	–	–
Écart de conversion, montant net	–	(2 004)	(2 035)
	23 458	22 123	20 235
	571 615 \$	536 780 \$	487 874 \$

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu d'intérêt			
Prêts	3 547 \$	3 395 \$	2 970 \$
Valeurs mobilières	1 861	1 650	1 451
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	875	909	485
Dépôts à des banques	161	166	72
	6 444	6 120	4 978
Frais d'intérêt			
Dépôts	3 306	3 041	2 326
Autres passifs	1 184	1 247	862
Débitures subordonnées	87	101	108
	4 577	4 389	3 296
Revenu net d'intérêt	1 867	1 731	1 682
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	820	863	858
Revenus tirés des activités de négociation	803	620	547
Commissions de gestion de placements et de services de garde	370	345	308
Revenus tirés des fonds communs de placement	354	337	261
Commissions de courtage en valeurs mobilières	323	296	309
Frais bancaires	318	326	294
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	288	293	219
Revenus sur cartes	149	147	145
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	122	106	96
Revenus tirés de la titrisation	91	86	49
Commissions de crédit	60	63	56
Gain à la vente de titres du compte de placement	48	16	39
Autres	85	120	97
Revenus autres que d'intérêt	3 831	3 618	3 278
Total des revenus	5 698	5 349	4 960
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	159	47
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	516	611	652
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	2 033	1 829	1 793
Matériel	244	257	231
Frais d'occupation	198	225	182
Communications	156	200	146
Honoraires	141	176	137
Impartition de services de traitement	74	75	73
Amortissement des autres actifs incorporels	22	22	14
Autres	199	171	175
	3 067	2 955	2 751
Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts	1 953	1 624	1 510
Charge d'impôts	435	342	332
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 518	1 282	1 178
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	24	19	6
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 494	1 263	1 172
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	(1)	(1)
Bénéfice net	1 494 \$	1 262 \$	1 171 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(16)	(26)	(10)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 478 \$	1 236 \$	1 161 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 274 354	1 274 697	1 284 333
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	– \$	– \$	– \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 293 085	1 293 864	1 304 378
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	– \$	– \$	– \$
Dividendes par action (en dollars)	0,40 \$	0,40 \$	0,32 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres et du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Actions privilégiées			
Solde au début	1 050 \$	1 300 \$	700 \$
Émises	700	–	–
Rachetées aux fins d'annulation	(150)	(250)	–
Solde à la fin	1 600	1 050	700
Actions ordinaires			
Solde au début	7 196	7 176	7 170
Émises	63	30	43
Achetées aux fins d'annulation	(43)	(10)	(24)
Solde à la fin	7 216	7 196	7 189
Surplus d'apport			
Solde au début	292	287	265
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(2)	(1)	–
Attributions de rémunération à base d'actions	(39)	2	(11)
Autres	4	4	45
Solde à la fin	255	292	299
Actions privilégiées émises sur le capital autorisé			
Solde au début	(2)	(43)	(2)
Ventes	2	44	1
Achats	(3)	(3)	(2)
Solde à la fin	(3)	(2)	(3)
Actions ordinaires émises sur le capital autorisé			
Solde au début	(180)	(181)	(216)
Ventes	102	48	96
Achats	(36)	(47)	(79)
Solde à la fin	(114)	(180)	(199)
Bénéfices non répartis			
Solde au début	15 771	15 120	13 704
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	(86)	–	–
Bénéfice net	1 494	1 262	1 171
Dividendes sur actions privilégiées	(16)	(26)	(10)
Dividendes sur actions ordinaires	(511)	(511)	(412)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(371)	(80)	(169)
Frais d'émission et autres	(17)	6	–
Solde à la fin	16 264	15 771	14 284
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au début	–	–	–
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	(45)	–	–
Reclassement de l'écart de conversion, montant net (2)	(2 004)	–	–
Variation nette des gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	39	–	–
Variation nette de l'écart de conversion, déduction faite des opérations de couverture	216	–	–
Variation nette des gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	34	–	–
Solde à la fin	(1 760)	–	–
Écart de conversion, montant net			
Solde au début	(2 004)	(2 112)	(1 774)
Reclassification au cumul des autres éléments du résultat étendu (2)	2 004	–	–
Gains (pertes) de change non réalisés	–	91	(613)
Gains (pertes) de change liés aux activités de couverture	–	17	352
Solde à la fin	–	(2 004)	(2 035)
Capitaux propres à la fin	23 458 \$	22 123 \$	20 235 \$
Résultat étendu			
Bénéfice net	1 494 \$		
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	26		
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	13		
	39		
Gains (pertes) de change non réalisés	879		
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(40)		
Gains (pertes) de change nets liés aux activités de couverture	(623)		
	216		
Gains (pertes) nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	17		
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	17		
	34		
Autres éléments du résultat étendu	289		
Total du résultat étendu	1 783 \$		

(1) L'ajustement transitoire découle de l'adoption des nouvelles normes sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1.

(2) Le reclassement est conforme aux nouvelles normes sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 494 \$	1 263 \$	1 172 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	159	47
Amortissement	102	106	98
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(17)	(17)	(27)
Impôts futurs	(161)	(50)	21
Amortissement des autres actifs incorporels	22	22	14
(Gain) perte à la vente de locaux et de matériel	(4)	(3)	(5)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(37)	(34)	11
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(48)	(16)	(39)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	611	(15)	33
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	3	113	13
Impôts exigibles	(41)	212	(35)
Actifs dérivés	(4 497)	(590)	597
Passifs dérivés	1 877	1 255	76
Titres du compte de négociation	(11 181)	(9 565)	(5 791)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(1 684)	418	(616)
Autres	(122)	(1 054)	318
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	(13 521)	(7 796)	(4 113)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	–	22	13
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(13 521)	(7 774)	(4 100)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 865	928	(5 676)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(11 136)	(9 180)	(6 651)
Produit de la titrisation de prêts	1 753	2 369	2 699
Produit de la vente de titres du compte de placement	2 301	5 754	3 678
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	3 841	5 231	7 043
Acquisitions de titres du compte de placement	(5 595)	(10 690)	(8 415)
Variation des titres du compte de placement	–	–	1
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(195)	(209)	(118)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(8 366)	4 603	(4 591)
Encaisse provenant des (affectée aux) acquisitions, montant net	(573)	(14)	(242)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectée aux) activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(15 105)	(1 208)	(12 272)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités abandonnées	–	58	68
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(15 105)	(1 150)	(12 204)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	20 459	8 821	8 012
Remboursement de débentures subordonnées	(489)	(685)	–
Émission d'actions privilégiées	700	–	–
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(150)	(250)	–
Frais d'émission	(17)	6	–
Émission d'actions ordinaires	57	28	40
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(414)	(90)	(193)
Ventes d'actions émises sur le capital autorisé	104	92	97
Achat d'actions émises sur le capital autorisé	(39)	(50)	(81)
Dividendes versés	(530)	(486)	(425)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(31)	(2)	(15)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	14	3 073	5 460
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	8 109	(2 256)	3 465
Variation des emprunts à court terme des filiales	228	1 317	(317)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement liées aux activités poursuivies	28 001	9 518	16 043
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	28 001	9 518	16 043
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	102	(7)	(58)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(523)	587	(319)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 401	3 814	5 001
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 878 \$	4 401 \$	4 682 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	4 839 \$	4 035 \$	3 247 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	293 \$	123 \$	575 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 figurant aux pages 106 à 156 du rapport annuel 2006. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Principales modifications comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Nous avons adopté ces normes sur une base prospective; par conséquent, les chiffres correspondants des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Résultat étendu

Le chapitre 1530 introduit la notion de résultat étendu, qui comprend le résultat net et les autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu représentent les variations des capitaux propres au cours d'une période, découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires, et ils comprennent les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente, les gains ou les pertes non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie. Nous avons inclus dans nos états financiers consolidés intermédiaires un état consolidé du résultat étendu qui reflète les variations de ces éléments au cours du premier trimestre de 2007, tandis que les variations cumulatives des autres éléments du résultat étendu sont comprises dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, à titre de nouveau poste de la rubrique Capitaux propres du bilan consolidé.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Il exige que les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les dérivés, soient comptabilisés dans le bilan consolidé lorsque nous devenons partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier ou du contrat dérivé non financier. Selon cette norme, tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé, soit instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. En ce qui concerne les instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction, les coûts de transaction sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres instruments financiers sont capitalisés au moment de la constatation initiale.

Les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les variations de ces justes valeurs sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût non amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente, qui comprennent les substituts de prêt, sont présentés comme des titres de placement dans le bilan consolidé et évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués au coût.

Les produits dérivés sont constatés dans le bilan consolidé à la juste valeur, y compris les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers ou d'autres contrats non financiers qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes. Les variations de la juste valeur des produits dérivés sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les produits dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Il y a lieu de se reporter à la section *Couvertures*.

Le chapitre 3855 permet à une entité de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale ou de l'adoption de la norme, et ce, même si cet instrument, s'il ne constitue pas un prêt ni une créance, n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme. L'instrument qui est classé comme détenu à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur doit avoir une juste valeur fiable et satisfaire à l'un des critères suivants établis par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) : i) il en résulte l'élimination ou la réduction importante d'une disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que des actifs ou des passifs sont évalués sur des bases différentes, ou que les gains et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés sur des bases différentes; ii) la gestion et l'évaluation du groupe d'actifs financiers et/ou de passifs financiers auquel appartient l'instrument se font en fonction de la juste valeur conformément à notre stratégie en matière de gestion des risques ou d'investissement,

et l'information est communiquée sur cette base à la haute direction ou iii) l'instrument constitue un dérivé incorporé à un actif financier ou à un passif financier et ce dérivé n'est pas étroitement lié au contrat hôte.

Nos principales catégories d'actifs financiers détenus à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur comprennent : i) les placements à l'appui des obligations liées aux indemnités au titre des contrats d'assurance vie et d'assurance maladie conclus par nos services d'assurances; ii) les placements utilisés pour compenser les risques relatifs aux contrats dérivés liés à nos activités de vente et de négociation; iii) certains prêts consentis à des clients dont les dérivés connexes sont évalués à la juste valeur. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction se composent principalement de dépôts et d'obligations structurées comportant des dérivés intégrés qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes. L'évaluation à la juste valeur de ces actifs et passifs financiers réduit de façon importante la disparité de traitement en matière d'évaluation.

Les autres conséquences comptables importantes résultant de l'adoption du chapitre 3855 comprennent l'utilisation de la méthode du taux d'intérêt effectif pour amortir tous les coûts de transaction ou les primes ou escomptes obtenus ou accordés à l'égard des instruments financiers évalués selon le coût non amorti, et la constatation de la juste valeur initiale de l'obligation liée à l'émission d'une garantie qui satisfait à la définition de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14). Aucune autre évaluation à la juste valeur n'est requise par la suite, sauf si la garantie financière est considérée comme un dérivé. Si la garantie financière satisfait à la définition de dérivé, elle est évaluée à la juste valeur à chaque date de bilan et présentée comme un dérivé au poste Autres actifs ou au poste Autres passifs, selon le cas.

Couvertures

Le chapitre 3865 définit les critères qui doivent être remplis aux fins de l'application de la comptabilité de couverture, ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises : les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. On cesse d'appliquer la comptabilité de couverture sur une base prospective lorsque le dérivé ne peut plus être considéré comme une couverture efficace, lorsque le dérivé est liquidé ou vendu, ou lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue.

Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatée dans le résultat net. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sont contrebalancées par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, lesquelles sont également constatées dans le résultat net. Lorsque l'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée, et les ajustements cumulatifs, à la juste valeur, de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis dans le résultat net sur la durée de vie restante de la relation de couverture initiale.

Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, et la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Lorsque l'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le résultat net au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le résultat net. Les gains et les pertes sur les dérivés sont classés immédiatement dans le résultat net lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue.

Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, la tranche efficace des gains et pertes de change sur les instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, alors que la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont constatés dans le résultat net lorsque se produit une réduction de l'investissement net couvert en raison de la dilution ou de la vente de l'investissement net, ou une réduction des capitaux propres de l'établissement étranger découlant de la distribution de dividendes.

Incidence de l'adoption des chapitres 1530, 3855 et 3865

Les ajustements transitoires découlant de la réévaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur, autres que les actifs financiers classés comme disponibles à la vente et les instruments de couverture désignés à titre de couverture des flux de trésorerie ou les couvertures du risque de change lié à l'investissement net dans un établissement étranger autonome, ont été inscrits dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006. Les ajustements découlant de la réévaluation à la juste valeur des actifs financiers classés comme disponibles à la vente ont été comptabilisés dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu à cette même date.

Si une relation de couverture qui existait avant l'adoption du chapitre 3865 est maintenue et répond aux conditions de la comptabilité de couverture en vertu de la nouvelle norme, la comptabilité de transition s'effectue ainsi : i) couvertures de la juste valeur : tout gain ou perte sur l'instrument de couverture a été constaté dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, et la valeur comptable de l'élément couvert a fait l'objet d'un ajustement correspondant au montant de la variation de la juste valeur cumulée attribuable au risque couvert désigné et l'ajustement a été inclus dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis; ii) couvertures des flux de trésorerie et couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome : la tranche efficace de tout gain ou perte sur l'instrument de couverture a été constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, alors que la tranche inefficace cumulée a été incluse dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Nous avons comptabilisé les ajustements de transition suivants dans nos états financiers consolidés : i) une réduction de 86 millions de dollars, déduction faite des impôts, du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, qui représente les variations de la valeur de certains instruments financiers et la tranche inefficace des couvertures admissibles, conformément aux méthodes d'évaluation prévues par les nouvelles normes, y compris celles concernant l'utilisation de l'option de la juste valeur; ii) un montant de 45 millions de dollars, déduction faite des impôts, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au titre des pertes nettes liées aux actifs financiers disponibles à la vente et des pertes cumulées sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui doivent maintenant être comptabilisées en vertu des chapitres 3855 et 3865. Par ailleurs, nous avons reclassé, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes de change nettes de 2 004 millions de dollars qui étaient auparavant présentées comme un élément distinct des capitaux propres.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie pour laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur cotés, selon le cas, auquel nous avons accès dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, nous utilisons le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur (cours acheteur ou cours vendeur, selon le cas) pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et un profil de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'établissement des prix des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des facteurs de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change ainsi que la volatilité des prix et des taux. Dans certains cas, nous utilisons des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables, et nous estimons que le recours à d'autres hypothèses possibles ne donnera pas lieu à des justes valeurs considérablement différentes.

Comptabilisation des variations de la juste valeur des instruments financiers au cours de la période

Comme il est décrit à la note 1, les instruments financiers classés ou désignés comme des instruments détenus à des fins de transaction et les titres du compte de placement sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé, sauf en ce qui concerne les instruments de capitaux propres classés comme des titres du compte de placement qui n'ont pas de prix coté sur le marché, lesquels sont comptabilisés au coût. Toute variation de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction et des titres du compte de placement évalués selon la juste valeur est comptabilisée dans le résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement.

Modifications comptables futures

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le 15 septembre 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié l'abrégé n° 163, intitulé *Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15 (CPN-163)*. Cet abrégé apporte des clarifications supplémentaires en ce qui concerne la façon d'analyser et de consolider les EDDV. Nous l'avons adopté avec prise d'effet le 1^{er} février 2007, et son application donnera lieu à une déconsolidation de certains fonds de placement. Cependant, l'incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés ne devrait pas être importante.

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir sur le capital*, le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation*. En ce qui nous concerne, ces nouvelles normes entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir sur i) les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; ii) les données quantitatives sur les éléments qui font partie du capital selon l'entité; iii) la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital; iv) les conséquences d'un défaut de conformité aux exigences en question, le cas échéant.

Les nouveaux chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ils modifient et améliorent les exigences relatives aux informations à fournir et maintiennent les exigences en matière de présentation. Ces nouveaux chapitres accordent une plus grande importance aux informations à fournir sur la nature et la portée des risques découlant des instruments financiers, et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

Les variations cumulatives de la juste valeur des titres du compte de placement comptabilisées précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans le résultat net lorsque les titres sont sortis du bilan, ou que la perte de valeur est considérée comme durable.

Les titres du compte de placement évalués à la juste valeur ou au coût font l'objet d'un test de dépréciation chaque date de clôture. Au 31 janvier 2007, les pertes non réalisées sur les titres du compte de placement évaluées à la juste valeur ou au coût s'établissaient à 144 millions de dollars et à 1 million, respectivement. Les pertes non réalisées sur les titres d'emprunt découlent principalement de la hausse des taux d'intérêt, et celles liées aux titres de participation sont imputables à la fluctuation des prix sur le marché, aux variations de change ou aux premières années de la phase de démarrage des sociétés bénéficiaires des investissements. Au 31 janvier 2007, nous jugeons que la perte de valeur de ces placements est temporaire car nous avons la possibilité et l'intention de les conserver jusqu'au recouvrement de leur juste valeur.

Les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture sont classés comme détenus à des fins de transaction, et les variations de la juste valeur de ces dérivés sont comptabilisées dans le résultat net.

Entre le 1^{er} novembre 2006 et le 31 janvier 2007, la juste valeur de nos actifs financiers nets classés comme des actifs détenus à des fins de transaction a augmenté de 792 millions de dollars et la juste valeur de nos actifs financiers nets désignés comme disponibles à la vente a diminué de 38 millions. La juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction a augmenté de 3 millions de dollars en raison des variations de notre risque de crédit.

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables, certains instruments financiers qui étaient auparavant comptabilisés au coût ou au coût non amorti sont maintenant évalués à la juste valeur. Cela tient principalement au fait que certains titres ont été reclassés comme des titres du compte de négociation, qui comprennent des titres désignés comme détenus à des fins de transaction évalués selon l'option d'évaluation à la juste valeur. Le tableau suivant illustre la comparaison des valeurs comptables de certains instruments financiers au 31 janvier 2007 et au 31 octobre 2006 :

	Au 31 janvier 2007					Au 31 octobre 2006		
	Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers							
	Devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme disponibles à la vente	Classés dans les prêts et créances et passifs (1)	Désignés comme disponibles à la vente et comptabilisés au coût	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	Total de la juste valeur
Valeurs mobilières								
Titres du compte de négociation	148 574 \$	20 456 \$	– \$	– \$	– \$	169 030 \$	169 030 \$	
Titres du compte de placement (2), (3)	–	–	24 988	–	2 833	27 821	27 823	
Total des valeurs mobilières	148 574 \$	20 456 \$	24 988 \$	– \$	2 833 \$	196 851 \$	196 853 \$	185 239 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	45 288 \$	– \$	22 456 \$	– \$	67 744 \$	67 744 \$	59 378 \$
Prêts	– \$	3 071 \$	– \$	215 192 \$	– \$	218 263 \$	218 263 \$	208 638 \$

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Comprend la valeur de nos placements détenus jusqu'à l'échéance, qui est minime.

(3) Au moment de l'adoption du chapitre 3855, les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres du compte de placement.

	Au 31 octobre 2006		
	Valeur comptable des instruments financiers		
	Devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme disponibles à la vente
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	139 491 \$	18 412 \$	– \$
Titres du compte de placement (2)	–	–	26 310
Titres de substitut de prêt (3)	–	–	656
Total des valeurs mobilières	139 491 \$	18 412 \$	26 966 \$

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance.

(3) Au moment de l'adoption du chapitre 3855, les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres du compte de placement.

Activités de couverture

Nous utilisons des instruments financiers dérivés et non dérivés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et de change, les risques de crédit et les autres risques de marché. Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur, des flux de trésorerie ou du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie prévus découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. Si nous déterminons qu'un dérivé ne constitue pas une couverture très efficace, nous cessons d'appliquer la comptabilité de couverture sur une base prospective.

Couverture de la juste valeur

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir notre risque lié aux fluctuations de la juste valeur des instruments à taux fixe découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur comptabilisée dans le résultat net s'est traduite par une perte nette non réalisée de 1 million de dollars, avant impôts. Nous n'avons couvert aucun engagement pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Couverture des flux de trésorerie

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation des flux de trésorerie liés à un actif ou passif à taux variable. Toutes les composantes

de la variation de la juste valeur de chaque dérivé ont été prises en compte aux fins de l'évaluation de l'efficacité des couvertures des flux de trésorerie.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons comptabilisé un gain net non réalisé de 26 millions de dollars, avant impôts, dans les autres éléments du résultat étendu, relativement à la tranche efficace des couvertures des flux de trésorerie, et des pertes non réalisées de 25 millions, avant impôts, ont été reclassées dans le résultat net. Nous avons comptabilisé une perte nette non réalisée de 11 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt relativement à la tranche inefficace des couvertures.

Une tranche de 33 millions de dollars de la perte de 34 millions, avant impôts, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2007 devrait être reclassée dans le résultat net au cours des 12 prochains mois. Nous n'avons couvert aucune transaction prévue pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Couverture de l'investissement net

Nous utilisons des contrats de change et des passifs libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements étrangers autonomes qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons inscrit dans les autres éléments du résultat étendu un gain net de 216 millions de dollars au titre de notre investissement net dans des établissements étrangers.

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés, en fonction de leur relation de couverture, ainsi que des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés au 31 janvier 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture
	Couverture des flux de trésorerie	Couverture de la juste valeur	Couverture de l'investissement net	
Actifs financiers				
Instruments financiers dérivés	84 \$	173 \$	214 \$	41 755 \$
Instruments financiers non dérivés	–	–	–	s.o.
Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	94 \$	58 \$	7 \$	43 812 \$
Instruments financiers non dérivés	–	–	5 499 (1)	s.o.

(1) Reflète la valeur comptable des dépôts, laquelle ne diffère pas de façon importante de la juste valeur.

s.o. sans objet

Note 3 : Charges liées au réalignement de l'entreprise

Au cours de 2005 et de 2004, nous avons mis en œuvre certaines mesures de réduction des coûts. Nous avons finalisé la plupart de ces mesures en 2006, bien que les paiements de protection salariale aux employés licenciés et certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les charges liées au réalignement de l'entreprise devant être engagées au cours des périodes

futures touchent les charges liées aux employés et aux locaux. Les variations de ces charges depuis le 31 octobre 2006 sont présentées dans le tableau ci-dessous. Le nombre de postes ciblés pour suppression s'établissait à 2 030 au 31 janvier 2007, et 1 999 employés avaient été licenciés à cette date (2 030 et 1 980, respectivement, au 31 octobre 2006).

	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Total
Solde au 31 octobre 2006	41 \$	16 \$	57 \$
Versements en espèces	(16)	(1)	(17)
Écart de conversion	–	1	1
Solde total au 31 janvier 2007	25 \$	16 \$	41 \$

Note 4 : Coentreprise RBC Dexia Investor Services

Les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels sont exercées par notre coentreprise RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), qui a été créée le 2 janvier 2006.

Au cours du trimestre, RBC Dexia IS a finalisé les modalités concernant les actifs nets fournis prévues dans l'accord de coentreprise. Il a été établi que nous avons fourni des actifs nets de 27 millions d'euros (41 millions de dollars) en sus du montant requis. Ce montant excédentaire, qui sera réglé en espèces par RBC Dexia IS, a été constaté au cours du trimestre considéré à titre de réduction de notre placement dans la coentreprise.

Nous présentons les résultats de RBC Dexia IS avec un décalage de un mois et avons inclus notre quote-part des résultats financiers de RBC Dexia IS pour son trimestre terminé le 31 décembre 2006 dans nos résultats pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007. Les actifs et les passifs qui représentent notre participation dans RBC Dexia IS et notre quote-part de ses résultats financiers, compte non tenu de l'ajustement au titre des opérations entre apparentés, sont présentés dans les tableaux suivants :

	Au	
	31 janvier 2007	31 octobre 2006
Bilans consolidés		
Actifs (1)	13 504 \$	12 354 \$
Passifs	12 572	11 396

(1) Comprend un écart d'acquisition de 72 millions de dollars (69 millions au 31 octobre 2006) et des actifs incorporels de 195 millions (208 millions au 31 octobre 2006).

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 (1)
État consolidé des résultats	
Revenu net d'intérêt	27 \$
Revenus autres que d'intérêt	132
Frais autres que d'intérêt	120
Bénéfice net	29
État consolidé des flux de trésorerie	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(18)\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 154)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 172

(1) Pour notre trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous n'avons pas présenté notre quote-part des résultats de RBC Dexia IS, car cette dernière a été créée le 2 janvier 2006, et car nous présentons les résultats de cette coentreprise avec un décalage de un mois.

Nous fournissons certains services d'exploitation à RBC Dexia IS, notamment des services de soutien administratif et technologique et des services liés aux ressources humaines, ainsi que des facilités de crédit et des facilités bancaires aux fins de ses activités. RBC Dexia IS nous fournit aussi certains services, notamment des services de garde et d'administration fiduciaire, des services d'administration de fonds et de placements, des services d'agent de transfert et des services aux investisseurs. Ces services et ces facilités sont fournis entre les parties respectives dans le cours normal des activités, selon des modalités semblables à celles offertes à des parties non liées. Le tableau suivant présente le montant des revenus dégagés et des frais engagés par RBC Dexia IS dans le cadre des opérations conclues avec RBC :

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 (1)
Revenu net d'intérêt	41 \$
Revenus autres que d'intérêt	6
Frais autres que d'intérêt	8

(1) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous n'avons pas présenté le montant des revenus dégagés et des frais engagés par RBC Dexia IS dans le cadre des opérations conclues avec RBC, car la coentreprise a été créée le 2 janvier 2006, et car nous présentons les résultats de cette coentreprise avec un décalage de un mois.

Note 5 : Acquisitions et cessions importantes

En décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag), une société dont le siège se trouve à Atlanta, en Géorgie, ainsi que de sa filiale, Flag Bank. Les détails concernant cette acquisition sont les suivants :

	Flag
Date d'acquisition	8 décembre 2006
Secteur d'exploitation	RBC Particuliers et Entreprises – États-Unis et International
Pourcentage d'actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition	Paiement en espèces de 435 \$ US
Juste valeur des actifs corporels acquis	1 912 \$
Juste valeur des passifs pris en charge	(1 870)
Juste valeur des actifs corporels nets identifiables acquis	42
Actifs incorporels liés à des dépôts de base et autres actifs incorporels (1)	50
Écart d'acquisition	406
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	498 \$

(1) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base d'un montant de 43 millions de dollars sont amortis linéairement sur une durée de vie utile moyenne estimative de 7 ans. Les autres actifs incorporels d'un montant de 7 millions de dollars sont liés à des ententes de non-concurrence et sont amortis sur la durée de ces ententes, pour un maximum de 3 ans.

En janvier 2007, nous avons conclu deux acquisitions dans le secteur RBC Marchés des Capitaux : i) les activités de courtage en valeurs mobilières et certains autres actifs de Carlin Financial Group, une maison de courtage de valeurs dont le siège se trouve à New York et ii) Daniels & Associates, L.P., un conseiller en matière de fusions et d'acquisitions dans les secteurs de la câblodistribution, des télécommunications, de la radiodiffusion et des services Internet. Ces acquisitions comprennent un écart d'acquisition total de 121 millions de dollars et n'ont pas d'incidence importante sur le secteur RBC Marchés des Capitaux.

Activités abandonnées

RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) s'était défaite de la quasi-totalité de ses actifs et de ses obligations résiduels à la fin de l'exercice 2006, et nous ne classons plus séparément ses résultats dans nos états financiers consolidés intermédiaires. Les soldes résiduels de RBC Mortgage sont négligeables; la variation de ces soldes est maintenant présentée dans les résultats des Services de soutien généraux. Les résultats de RBC Mortgage pour les périodes précédentes continuent d'être présentés séparément à titre d'activités abandonnées.

Note 6 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le (1)**

	31 janvier 2007 (2)		31 octobre 2006 (2)		31 janvier 2006 (3)	
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (4)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (4)	Prêts sur cartes de crédit (5)	Prêts hypothécaires résidentiels (4)
Prêts titrisés et vendus	320 \$	1 438 \$	322 \$	2 059 \$	1 200 \$	1 533 \$
Produit net en espèces reçu	326	1 427	332	2 037	400	1 499
Titres adossés à des créances mobilières acquis	–	–	–	–	794	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	–	42	–	46	9	20
Gain (perte) à la vente avant impôts	6	31	10	24	3	(14)
Titres créés et conservés (6)	–	1 044	–	2 780	–	1 636

(1) Nous n'avons pas comptabilisé un actif ou un passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(2) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours de la période.

(3) Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial durant la période.

(4) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.

(5) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 800 millions.

(6) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, le total des titres créés et conservés comprend une tranche de 886 millions de dollars classée dans les titres du compte de négociation et une tranche de 158 millions classée dans les titres du compte de placement. Pour les périodes précédentes terminées le 31 octobre 2006 et le 31 janvier 2006, tous les titres créés et conservés étaient classés comme des titres du compte de placement.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 31 janvier 2007. Tous les taux sont annualisés.

Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels	
	Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	2,56	3,43
Taux de remboursement	30,00 %	15,52 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créance	1,00	1,05
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	4,15	4,23

s.o. sans objet

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons effectué, au cours du trimestre, la vente de participations d'un montant de 109 millions de dollars US dans des titres mezzanines hypothécaires commerciaux à des tiers investisseurs, pour leur montant en capital.

Note 7 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Charge au titre des prestations constituées	91 \$	93 \$	99 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	27	21	33

Note 8 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 19 janvier 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AE, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 février 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 13 décembre 2006, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AD, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 février 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 24 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos six millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série O, en circulation, à 25,50 \$ l'action, y compris une prime de remboursement de 0,50 \$ l'action.

Le 8 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 400 millions de dollars US de débentures subordonnées en circulation échéant le 8 novembre 2011 à la valeur nominale plus les intérêts courus.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AC, à 25 \$

l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,2875 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,6 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 novembre 2011, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Au cours du trimestre, nous avons racheté 7,6 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 54,14 \$ l'action.

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions de temps à autre rembourser, aux fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2083, d'un montant de 250 millions de dollars, et de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2085, d'un montant de 300 millions de dollars US. Le moment, le prix et les autres modalités sont déterminés à notre seule appréciation. Au cours du trimestre considéré, nous avons remboursé une tranche de néant des débentures à taux variable échéant en 2083 et une tranche de 24 millions de dollars US (28 millions de dollars) des débentures à taux variable échéant en 2085. Depuis l'annonce, nous avons remboursé une tranche totalisant 26 millions de dollars des débentures à taux variable échéant en 2083 et une tranche de 111 millions de dollars US (132 millions de dollars) des débentures à taux variable échéant en 2085.

Note 9 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 494 \$	1 263 \$	1 172 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	(1)	(1)
Bénéfice net	1 494	1 262	1 171
Dividendes sur actions privilégiées	(16)	(26)	(10)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 478 \$	1 236 \$	1 161 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 274 354	1 274 697	1 284 333
Bénéfice de base par action			
Activités poursuivies	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$
Activités abandonnées (1)	–	–	–
Total	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 478 \$	1 236 \$	1 161 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 274 354	1 274 697	1 284 333
Options sur actions (2)	14 581	14 339	14 375
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	4 150	4 828	5 670
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 293 085	1 293 864	1 304 378
Bénéfice dilué par action			
Activités poursuivies	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$
Activités abandonnées (1)	–	–	–
Total	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$

(1) Se reporter à la note 5.

(2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 994 391 options en cours ayant un prix de levée de 54,99 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires. Pour les trimestres terminés le 31 octobre 2006 et le 31 janvier 2006, il n'y avait aucune option en cours dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

Note 10 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être

effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

Montant maximal potentiel des paiements futurs

	Au					
	31 janvier 2007		31 octobre 2006		31 janvier 2006	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable (1)
Dérivés de crédit et options vendues (2)	48 802 \$	253 \$	54 723 \$	352 \$	26 505 \$	351 \$
Facilités de garantie de liquidités	38 601	32	34 342	–	33 534	–
Produits à valeur stable (2)	19 570	–	16 098	–	13 256	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin	16 632	57	15 902	17	14 678	17
Rehaussements de crédit	4 809	26	4 155	–	3 692	–
Prêts hypothécaires vendus avec garantie (3)	218	–	204	–	296	–

(1) Comme il est décrit à la note 1 et avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisons un passif dans le bilan consolidé au début d'une garantie, qui représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Pour les dérivés de crédit et options vendues, les chiffres correspondants des périodes précédentes représentent la juste valeur des dérivés; pour les lettres de crédit de soutien financier et garanties, les chiffres correspondants représentent les primes reçues non amorties.

(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(3) Au 31 octobre 2006 et au 31 janvier 2006, les prêts hypothécaires vendus avec garantie ayant trait aux activités abandonnées se chiffraient à néant et à 82 millions de dollars, respectivement. Se reporter à la note 5.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres dans le cadre desquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia IS. Au 31 janvier 2007, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 46 944 millions de dollars (45 614 millions au 31 octobre 2006 et 36 124 millions au 31 janvier 2006); de ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 27 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de plusieurs autres poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir

un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites ou le moment de leur règlement; cependant, au quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US après impôts). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel découlant de ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 11 : Total des revenus liés aux activités de négociation

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré des intérêts et des dividendes liés à l'actif et au passif des activités de négociation, ainsi que de l'amortissement des primes et des escomptes sur

les titres acquis ou émis. Les revenus autres que d'intérêt comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés à l'achat ou à la vente de titres, ainsi que les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu net d'intérêt	(151)\$	(173)\$	(82)\$
Revenus autres que d'intérêt	803	620	547
Total	652 \$	447 \$	465 \$

Note 12 : Résultats par secteurs d'exploitation**Bénéfice trimestriel**

	RBC Particuliers et entreprises – Canada			RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International			RBC Marchés des Capitaux		
	T1/07	T4/06	T1/06	T1/07	T4/06	T1/06	T1/07	T4/06	T1/06
Revenu net d'intérêt	1 588 \$	1 567 \$	1 443 \$	302 \$	279 \$	279 \$	78 \$	14 \$	68 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 958	1 918	1 855	501	461	431	1 322	1 146	945
Total des revenus	3 546	3 485	3 298	803	740	710	1 400	1 160	1 013
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	182	173	142	10	5	10	(8)	–	(85)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	516	611	652	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 575	1 566	1 502	611	575	567	877	770	686
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	–	–	1	–	–	(1)	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 273	1 135	1 002	182	159	133	531	391	412
Charge d'impôts	396	360	333	31	32	30	103	70	93
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	–	2	1	2	8	6	(11)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	877	775	669	149	126	101	420	315	330
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	–
Bénéfice net	877 \$	775 \$	669 \$	149 \$	125 \$	100 \$	420 \$	315 \$	330 \$

	Services de soutien généraux			Total		
	T1/07	T4/06	T1/06	T1/07	T4/06	T1/06
Revenu net d'intérêt	(101)\$	(129)\$	(108)\$	1 867 \$	1 731 \$	1 682 \$
Revenus autres que d'intérêt	50	93	47	3 831	3 618	3 278
Total des revenus	(51)	(36)	(61)	5 698	5 349	4 960
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(22)	(19)	(20)	162	159	47
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	516	611	652
Frais autres que d'intérêt	4	44	(4)	3 067	2 955	2 751
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(33)	(61)	(37)	1 953	1 624	1 510
Charge d'impôts	(95)	(120)	(124)	435	342	332
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	14	12	15	24	19	6
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	48	47	72	1 494	1 263	1 172
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	(1)	(1)
Bénéfice net	48 \$	47 \$	72 \$	1 494 \$	1 262 \$	1 171 \$

(1) Se reporter à la note 5.

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de l'information de gestion, nous organisons nos activités en trois secteurs d'exploitation : RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux. Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de gestion de patrimoine et nos activités d'assurances à l'échelle mondiale; les résultats de ce secteur reflètent la façon dont ce secteur est géré et tiennent compte des actifs titrisés et des montants connexes au titre des revenus et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit un vaste choix de services à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et autres services connexes. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation, notamment les opérations de titrisation ainsi que les autres éléments et les charges nettes liés au capital non attribué, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements relatifs à la consolidation, y compris l'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent, sont également présentés dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de sources présentant des avantages fiscaux au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur RBC Marchés des Capitaux est géré, car cela accroît la comparabilité des revenus de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières.

Note 13 : Entités à détenteurs de droits variables

Nous administrons six programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants). Ces fonds acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des créances. Nos clients utilisent essentiellement ces entités multicédantes afin de diversifier leurs sources de financement et de réduire les coûts de financement. Certains fonds multicédants ont également financé des actifs qui prenaient la forme soit de valeurs mobilières,

Notre cadre d'information de gestion permet de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et de refléter la manière dont le secteur d'exploitation est géré. Cette approche fait en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds à nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Modifications des chiffres correspondants

Relativement au secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, nous avons reclassé dans le revenu net d'intérêt certains montants liés aux services de fiducie qui étaient inscrits dans les revenus autres que d'intérêt, en raison d'une nouvelle entente intervenue entre trois de nos divisions qui offrent des services de gestion de patrimoine au Canada. Les chiffres correspondants reflètent ce changement.

soit d'instruments s'apparentant à des valeurs mobilières, comme les titres liés à la valeur du crédit. Dans de tels cas, le fonds multicédant constitue souvent l'un des nombreux investisseurs dans ces valeurs mobilières ou instruments semblables à des valeurs mobilières.

Nous ne consolidons pas les fonds multicédants en vertu de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, puisque nous n'en sommes pas le

principal bénéficiaire. Toutefois, nous détenons des droits variables significatifs dans ces fonds multicédants en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis et de notre droit à des honoraires résiduels.

Compte tenu de l'augmentation des activités et des variations des taux de change durant le trimestre, l'actif total de nos fonds multicédants a augmenté et s'établissait à 39 milliards de dollars au 31 janvier 2007 (34 milliards au 31 octobre 2006), et notre risque de perte maximal s'est accru et s'établissait à 39 milliards (35 milliards au 31 octobre 2006).

Note 14: Impôts sur les bénéfices – Autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2007	
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	18	\$
Reclassement aux résultats (des gains) des pertes sur les titres disponibles à la vente	8	
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(352)	
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	9	
Reclassement aux résultats (des gains) des pertes sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	8	
Total de la charge (de l'économie) d'impôts	(309)	\$

Note 15: Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and

Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 31 de notre rapport annuel 2006.

Bilans consolidés condensés

	Au 31 janvier 2007			Au 31 octobre 2006			Au 31 janvier 2006		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 878 \$	(152)\$	3 726 \$	4 401 \$	(101)\$	4 300 \$	4 682 \$	(4)\$	4 678 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 637	(4 225)	3 412	10 502	(4 223)	6 279	10 913	(4 634)	6 279
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	169 030	(14 387)	154 643	147 237	(282)	146 955	131 551	(1 722)	129 829
Titres du compte de placement	27 821	(27 821)	–	37 632	(37 632)	–	34 107	(34 107)	–
Titres disponibles à la vente	–	38 150	38 150	–	37 535	37 535	–	33 877	33 877
	196 851	(4 058)	192 793	184 869	(379)	184 490	165 658	(1 952)	163 706
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	67 744	(2 641)	65 103	59 378	(2 148)	57 230	47 564	(926)	46 638
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	218 263	(741)	217 522	208 530	(111)	208 419	192 757	(868)	191 889
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 011	–	10 011	9 108	–	9 108	7 951	–	7 951
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 226	(233)	41 993	37 729	717	38 446	38 237	1 055	39 292
Locaux et matériel, montant net	1 917	(96)	1 821	1 818	(86)	1 732	1 736	(70)	1 666
Écart d'acquisition	4 932	(58)	4 874	4 304	(61)	4 243	4 157	(70)	4 087
Autres actifs incorporels	699	(197)	502	642	(211)	431	704	(10)	694
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 210	1 210	–	1 182	1 182	–	1 181	1 181
Actifs liés aux comptes distincts	–	118	118	–	111	111	–	115	115
Actifs liés aux activités destinées à la vente	–	–	–	82	–	82	178	–	178
Autres actifs	17 457	28 032	45 489	15 417	24 893	40 310	13 337	32 268	45 605
	77 242	28 776	106 018	69 100	26 545	95 645	66 300	34 469	100 769
	571 615 \$	16 959 \$	588 574 \$	536 780 \$	19 583 \$	556 363 \$	487 874 \$	26 085 \$	513 959 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	365 606 \$	(10 232)\$	355 374 \$	343 523 \$	(9 466)\$	334 057 \$	314 872 \$	(9 663)\$	305 209 \$
Autres									
Acceptations	10 011	–	10 011	9 108	–	9 108	7 951	–	7 951
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	46 361	158	46 519	38 252	(1 188)	37 064	35 856	(1 094)	34 762
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	41 117	(1 519)	39 598	41 103	(1 141)	39 962	28 841	(922)	27 919
Montants se rapportant aux produits dérivés	43 971	(410)	43 561	42 094	312	42 406	42 668	541	43 209
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 948	2 485	10 433	7 337	2 686	10 023	7 150	2 669	9 819
Passifs liés aux comptes distincts	–	118	118	–	111	111	–	115	115
Passifs liés aux activités destinées à la vente	–	–	–	32	–	32	37	–	37
Autres passifs	22 853	26 127	48 980	22 649	27 877	50 526	18 533	34 210	52 743
	172 261	26 959	199 220	160 575	28 657	189 232	141 036	35 519	176 555
Débitures subordonnées	6 807	6	6 813	7 103	300	7 403	8 116	281	8 397
Titres de fiducie de capital	1 385	(1 385)	–	1 383	(1 383)	–	1 399	(1 399)	–
Passifs liés aux actions privilégiées	299	(299)	–	298	(298)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 799	1 105	2 904	1 775	1 083	2 858	1 916	1 381	3 297
Capitaux propres	23 458	805	24 263	22 123	690	22 813	20 235	266	20 501
	571 615 \$	16 959 \$	588 574 \$	536 780 \$	19 583 \$	556 363 \$	487 874 \$	26 085 \$	513 959 \$

Note 15 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR du Canada	1 494 \$	1 263 \$	1 172 \$
Différences :			
Revenu net d'intérêt			
Produits dérivés et opérations de couverture	–	(42)	7
Coentreprises	(27)	(27)	–
Passif et capitaux propres	29	28	28
Revenus autres que d'intérêt			
Comptabilisation des activités d'assurance	(1)	(116)	(140)
Produits dérivés et opérations de couverture	(3)	2	(33)
Reclassement d'instruments financiers (1)	44	7	3
Entités à détenteurs de droits variables	4	(10)	–
Sociétés en commandite	–	(6)	(1)
Coentreprises	(145)	(150)	(40)
Reclassement de l'écart de conversion	(40)	–	(4)
Autres	(9)	(8)	(8)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances			
Coentreprises	1	1	(1)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance			
Comptabilisation des activités d'assurance	(11)	89	102
Frais autres que d'intérêt			
Droits à la plus-value des actions	9	7	6
Comptabilisation des activités d'assurance	18	19	16
Coentreprises	149	151	30
Entités à détenteurs de droits variables	2	2	–
Autres	9	8	8
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	–	38	22
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales			
Entités à détenteurs de droits variables	(6)	8	–
Coentreprises	–	3	–
Passif et capitaux propres	(25)	(25)	(25)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	1 492 \$	1 242 \$	1 142 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR du Canada (2)	– \$	(1) \$	(1) \$
Écart – Autres éléments	–	–	–
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis (2)	– \$	(1) \$	(1) \$
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 492 \$	1 241 \$	1 141 \$
Bénéfice de base par action (3)			
PCGR du Canada	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$
PCGR des États-Unis	1,15 \$	0,95 \$	0,87 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies			
PCGR du Canada	1,16 \$	0,97 \$	0,90 \$
PCGR des États-Unis	1,15 \$	0,95 \$	0,87 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités abandonnées (2)			
PCGR du Canada	– \$	– \$	– \$
PCGR des États-Unis	– \$	– \$	– \$
Bénéfice dilué par action (3)			
PCGR du Canada	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$
PCGR des États-Unis	1,14 \$	0,93 \$	0,86 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies			
PCGR du Canada	1,14 \$	0,96 \$	0,89 \$
PCGR des États-Unis	1,14 \$	0,93 \$	0,86 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités abandonnées (2)			
PCGR du Canada	– \$	– \$	– \$
PCGR des États-Unis	– \$	– \$	– \$

(1) Le reclassement d'instruments financiers reflète des différences découlant du choix de l'option de la juste valeur. Avant l'adoption des nouvelles normes comptables en matière d'instruments financiers, cet élément reflétait uniquement le reclassement de titres. Se reporter à la section Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

(2) Se reporter à la note 5.

(3) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action : l'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour toutes les périodes présentées.

Note 15 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

États consolidés condensés des flux de trésorerie (1)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2007	2006	2006
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	(13 521)\$	(7 774)\$	(4 100)\$
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net	(2)	(22)	(30)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	(1)	–
Amortissement	(5)	(6)	(4)
Impôts futurs	(2)	240	51
Amortissement des autres actifs incorporels	(6)	(8)	–
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(201)	55	26
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	253	(183)	80
Actifs dérivés	950	(3)	102
Passifs dérivés	(722)	(136)	(38)
Titres du compte de négociation	3 493	1 177	745
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	28	27	(9)
Variation nette des montants à payer aux ou à recevoir de courtiers	(4 563)	1 253	2 014
Autres	(691)	(767)	2 868
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	(14 990)	(6 148)	1 705
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada	(15 105)	(1 150)	(12 204)
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	2	(553)	4 602
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	630	(102)	1 807
Produit de la vente de titres du compte de placement	(2 301)	(5 754)	(3 678)
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	(3 841)	(5 231)	(7 043)
Acquisitions de titres du compte de placement	5 595	10 690	8 415
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 301	5 754	3 678
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	3 841	5 231	7 044
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(5 465)	(11 078)	(8 191)
Variation des titres du compte de placement	–	–	(1)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	15	20	41
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	493	(376)	926
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	(13 835)	(2 549)	(4 604)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada	28 001	9 518	16 043
Variation des dépôts	(20 459)	(8 821)	(8 012)
Variation des dépôts – Canada	129	10 175	(6 267)
Variation des dépôts – Autres pays	19 564	(115)	4 588
Émission d'actions ordinaires	–	1	–
Ventes d'actions émises sur le capital autorisé	1	–	–
Achat d'actions émises sur le capital autorisé	–	(2)	–
Dividendes versés	(4)	(2)	(4)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(378)	(75)	(922)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(51)	–	(51)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 346	(1 324)	(2 741)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	28 149 \$	9 355 \$	2 634 \$
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	102 \$	(7) \$	(58) \$
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(574)	651	(323)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 300 \$	3 649 \$	5 001 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	3 726 \$	4 300 \$	4 678 \$

(1) Nous n'avons aucune activité abandonnée au premier trimestre de 2007. Pour les trimestres terminés le 31 octobre 2006 et le 31 janvier 2006, les éléments du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis relatifs aux flux de trésorerie liés aux activités abandonnées étaient négligeables. Se reporter à la note 5.

Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices

	Au			
	31 janvier		31 octobre	31 janvier
	PCGR du Canada	Différences	2006 (1)	2006 (1)
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	50 \$	155 \$	205 \$	191 \$
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(1 788)	44	(1 744)	(2 000)
Gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(22)	5	(17)	(52)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	(62)	(62)	(62)
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(1 760)\$	142 \$	(1 618)\$	(1 923)\$

(1) La notion de cumul des autres éléments du résultat étendu a été introduite en vertu des PCGR du Canada lors de l'adoption du chapitre 1530, le 1^{er} novembre 2006 (se reporter à la note 1). Par conséquent, aucun rapprochement n'est pertinent avec les périodes antérieures.

Note 15 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

États consolidés du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le				
	31 janvier 2007		31 octobre 2006 (1)	31 janvier 2006 (1)	
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis		
Bénéfice net	1 494 \$	(2) \$	1 492 \$	1 241 \$	1 141 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	39	(25)	14	253	(33)
Gains (pertes) de change non réalisés	879	-	879	91	(609)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(40)	40	-	-	-
Gains (pertes) de change nets liés aux activités de couverture	(623)	-	(623)	17	352
Gains (pertes) nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	17	1	18	(69)	42
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	17	-	17	47	41
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	-	-	-	251	-
Total du résultat étendu	1 783 \$	14 \$	1 797 \$	1 831 \$	934 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :					
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	26 \$	(19) \$	7 \$	134 \$	(18) \$
Gains (pertes) de change nets liés aux activités de couverture	(352)	-	(352)	11	173
Gains (pertes) nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	9	-	9	(35)	23
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	8	-	8	24	21
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	-	-	-	134	-
Total de la charge (l'économie) d'impôts	(309) \$	(19) \$	(328) \$	268 \$	199 \$

(1) Un nouvel état consolidé du résultat étendu a été introduit en vertu des PCGR du Canada lors de l'adoption du chapitre 1530, le 1^{er} novembre 2006 (se reporter à la note 1). Par conséquent, aucun rapprochement n'est pertinent avec les périodes antérieures.

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à débiteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement d'instruments financiers (1)	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 31 janvier 2007														
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	- \$	-	(152)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(152) \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(62) \$	-	(4 163)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 225) \$
Valeurs mobilières	(1) \$	(328)	(382)	-	(1)	(190)	-	-	-	(3 157)	-	-	1	(4 058) \$
Biens achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés	- \$	-	(2 641)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 641) \$
Prêts	35 \$	-	(1 707)	-	(14)	-	-	-	-	-	-	893	52	(741) \$
Autres actifs	(214) \$	-	(3 624)	2 871	3	175	(24)	-	(25)	11 777	17 747	-	90	28 776 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	88 \$	-	(10 355)	-	39	-	-	-	-	-	-	-	(4)	(10 232) \$
Autres passifs	(406) \$	(70)	(2 284)	2 529	(15)	-	(63)	(8)	37	8 620	17 747	893	(21)	26 959 \$
Débiteures subordonnées	6 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	-	(1 385)	-	-	-	-	-	(1 385) \$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	-	(299)	-	-	-	-	-	(299) \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(258)	(30)	-	-	-	-	1 393	-	-	-	-	-	1 105 \$
Capitaux propres	70 \$	-	-	342	(36)	(15)	39	299	(62)	-	-	-	168	805 \$

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à débiteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières (1)	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 31 octobre 2006														
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	- \$	-	(101)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(101) \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(33) \$	-	(4 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 223) \$
Valeurs mobilières	- \$	(342)	(288)	-	369	(179)	-	-	-	60	-	-	1	(379) \$
Biens achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés	- \$	-	(2 148)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 148) \$
Prêts	41 \$	-	(1 004)	-	-	-	-	-	-	-	-	852	-	(111) \$
Autres actifs	321 \$	(2)	(3 723)	2 890	(128)	164	(22)	-	(25)	10 401	16 558	-	111	26 545 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	52 \$	-	(9 518)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(9 466) \$
Autres passifs	(77) \$	(39)	(1 907)	2 777	-	-	(58)	(34)	37	10 461	16 558	852	87	28 657 \$
Débiteures subordonnées	300 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	-	(1 383)	-	-	-	-	-	(1 383) \$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	-	(298)	-	-	-	-	-	(298) \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(305)	(29)	-	-	-	-	1 417	-	-	-	-	-	1 083 \$
Capitaux propres	54 \$	-	-	113	241	(15)	36	298	(62)	-	-	-	25	690 \$

(1) Le reclassement d'instruments financiers reflète des différences découlant du choix de l'option de la juste valeur. Avant l'adoption des nouvelles normes comptables en matière d'instruments financiers, cette colonne reflétait uniquement le reclassement de titres. Se reporter à la section Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Note 15 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Au 31 janvier 2006

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à débiteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières (1)	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	– \$	–	(4)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(35)\$	–	(4 599)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 634)\$
Valeurs mobilières	– \$	–	(274)	–	193	(142)	–	–	–	(1 692)	–	–	(37)	(1 952)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	–	(926)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(926)\$
Prêts	42 \$	–	(1 775)	–	–	–	–	–	–	–	–	865	–	(868)\$
Autres actifs	706 \$	–	(3 281)	2 800	(68)	128	(19)	–	167	13 378	20 522	–	136	34 469 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	(82)\$	–	(9 581)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(9 663)\$
Autres passifs	473 \$	–	(1 252)	2 710	–	–	(50)	(8)	480	11 686	20 522	865	93	35 519 \$
Débiteurs subordonnés	281 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	281 \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	–	(1 399)	–	–	–	–	–	(1 399)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	–	(300)	–	–	–	–	–	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	–	(26)	–	–	–	–	1 407	–	–	–	–	–	1 381 \$
Capitaux propres	41 \$	–	–	90	125	(14)	31	300	(313)	–	–	–	6	266 \$

(1) Le reclassement d'instruments financiers reflète des différences découlant du choix de l'option de la juste valeur. Avant l'adoption des nouvelles normes comptables en matière d'instruments financiers, cette colonne reflétait uniquement le reclassement de titres. Se reporter à la section Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis

Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis

PCGR du Canada

Instruments financiers

Par suite de l'adoption du chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Résultat étendu*, du chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, ainsi que du chapitre 3865, intitulé *Couvertures*, les méthodes de comptabilisation des valeurs mobilières, des instruments dérivés, des activités de couverture et des garanties sont essentiellement harmonisées avec celles prévues par les PCGR des États-Unis. La différence importante a trait principalement à l'utilisation de l'option de la juste valeur. Comme il est décrit à la note 1, les sociétés peuvent, en vertu du chapitre 3855, désigner tout instrument financier comme destiné à des fins de transaction au moment de sa constatation initiale ou de l'adoption de la nouvelle norme. L'application de l'option de la juste valeur en vertu des PCGR du Canada est plus généralisée, car cette option peut être utilisée pour comptabiliser tout instrument financier, tandis que les PCGR des États-Unis permettent uniquement l'utilisation de cette option pour comptabiliser les droits de gestion et certains instruments financiers hybrides (se reporter à la section ci-dessous portant sur les nouveaux PCGR des États-Unis). Les principales catégories d'instruments financiers pour lesquelles nous avons utilisé l'option de la juste valeur en vertu des PCGR du Canada sont décrites à la note 1 et sont reflétées dans la colonne « Reclassement d'instruments financiers » du tableau intitulé *Éléments importants du rapprochement pour le bilan* au 31 janvier 2007.

PCGR des États-Unis

Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté le Financial Accounting Standards Board (FASB) Statement No. 155, intitulé *Accounting for Certain Hybrid Financial Instruments – an amendment of FASB Statement No. 133 and 140* (FAS 155). En vertu du FAS 155, une entité peut choisir d'évaluer à la juste valeur tout instrument financier hybride comportant un dérivé intégré qui nécessite une comptabilisation séparée; les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats. L'adoption de cette norme comptable américaine n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Comptabilisation des actifs financiers de gestion

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté le FASB Statement No. 156, intitulé *Accounting for Servicing of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140* (FAS 156). En vertu du FAS 156, une entité doit initialement évaluer ses droits de gestion à la juste valeur, mais peut par la suite choisir soit d'amortir la juste valeur initiale sur la période applicable aux droits, soit de réévaluer ces droits à la juste valeur avec comptabilisation des variations dans le résultat net. La possibilité de réévaluer les droits de gestion à la juste valeur à même le résultat net supprime la disparité comptable entre les droits de gestion et les produits dérivés connexes qui, autrement, empêcherait l'application de la comptabilité de couverture. L'adoption de cette norme comptable américaine n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Modifications comptables futures

Directives à l'égard de la quantification des inexactitudes contenues dans les états financiers

Le 13 septembre 2006, la Securities and Exchange Commission (SEC) a publié le Staff Accounting Bulletin No. 108, intitulé *Considering the Effects of Prior Year Misstatements when Quantifying Misstatements in Current Year Financial Statements* (SAB 108). Le SAB 108 exige que les entités utilisent les deux méthodes, soit la méthode de l'état des résultats et la méthode du bilan, pour la quantification et l'analyse de l'importance des inexactitudes dans les états financiers. En ce qui nous concerne, le SAB 108 prendra effet pour nos états financiers annuels de 2007.

Comptabilisation des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Le 29 septembre 2006, le FASB a publié le Statement No. 158, intitulé *Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plans – An amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106 and 132(R)* (FAS 158). En vertu du FAS 158, une entité est tenue i) de constater la situation de capitalisation d'un régime d'avantages sociaux dans le bilan; ii) de constater dans les autres éléments du résultat étendu les gains nets et les pertes nettes existants non comptabilisés, les coûts et les crédits au titre des services passés non comptabilisés ainsi que le montant net des actifs ou des obligations transitoires non comptabilisés; iii) d'évaluer les actifs et les obligations au titre des régimes à prestations déterminées à la date de clôture de l'exercice. Nous appliquerons prospectivement les exigences de constatation mentionnées aux points i) et ii) ci-dessus à compter de la fin de l'exercice 2007 et à compter de la fin de l'exercice 2009 pour les modifications relatives à la date d'évaluation mentionnées au point iii) ci-dessus.

Directives à l'égard de la comptabilisation des impôts sur les bénéfices

Le 13 juillet 2006, le FASB a publié le FASB Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109* (FIN 48), qui fournit des directives supplémentaires sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies d'impôts. En ce qui nous concerne, le FIN 48 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Comptabilisation des coûts d'acquisition reportés à l'égard des activités d'assurance

Le 19 septembre 2005, l'Accounting Standards Executive Committee de l'American Institute of Certified Public Accountants a publié le Statement of Position 05-1, intitulé *Accounting by Insurance Enterprises for Deferred Acquisition Costs in Connection with Modifications or Exchanges of Insurance Contracts* (SOP 05-1). Le SOP 05-1 contient des directives sur la comptabilisation des coûts d'acquisition reportés à l'égard des remplacements internes des contrats d'assurance et de placement qui ne sont pas précisément visés par le FASB Statement No. 97, intitulé *Accounting and Reporting by Insurance Enterprises for Certain Long-Duration Contracts and for Realized Gains and Losses from the Sale of Investments*. Le SOP 05-1 définit le remplacement interne comme une modification apportée aux avantages, aux caractéristiques, aux droits ou aux protections rattachés au produit, par suite du remplacement d'un contrat par un nouveau contrat, d'un avenant ou du choix d'une caractéristique ou d'une protection définie dans le contrat. Un contrat établi en remplacement qui est substantiellement différent du contrat remplacé est comptabilisé comme une extinction du contrat remplacé, et les coûts d'acquisition reportés non amortis sont passés en charges. En ce qui nous concerne, le SOP 05-1 prendra effet le 1^{er} novembre 2007.

Cadre d'évaluation de la juste valeur

Le 15 septembre 2006, le FASB a publié le Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements* (FAS 157), qui établit un cadre d'évaluation de la juste valeur en vertu des PCGR des États Unis et s'applique aux autres prises de position en matière de comptabilité pour lesquelles la juste valeur constitue la base de mesure appropriée. Le FAS 157 exige également que davantage d'information soit fournie sur l'évaluation de la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 157 prendra effet le 1^{er} novembre 2008.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

Le 15 février 2007, le FASB a publié le Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* (FAS 159). Le FAS 159 permet à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 159 prendra effet le 1^{er} novembre 2008.

Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des normes ci-dessus sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Note 16 : Événement postérieur à la date du bilan

Opération sur capitaux propres importante

Le 2 mars 2007, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débiteurs subordonnés d'un capital de 500 millions de dollars en circula-

tion échéant le 4 juin 2012 à la valeur nominale plus les intérêts courus. Nous prévoyons finaliser le remboursement le 4 juin 2007.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare du Canada

Adresse :
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635
Télécopieur : 514-982-7635

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires :
Canada
Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis
Bourse de New York (NYSE)
Suisse
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416-955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Notre régime de réinvestissement de dividendes constitue, pour nos détenteurs d'actions ordinaires inscrits résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Trust Company of Canada
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis)
514-982-7555
Télécopieur : 416-263-9394
ou 1-888-453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes

réputés) versés par la Banque après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416-955-7808
Télécopieur : 416-955-7800

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2006, nous pourrions racheter jusqu'à 40 millions de nos actions sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2007

Premier trimestre	2 mars
Deuxième trimestre	25 mai
Troisième trimestre	24 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Dates de paiement des dividendes pour 2007

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, W, AA, AB et AC	25 janvier 25 avril 26 juillet 25 octobre	23 février 24 mai 24 août 23 novembre
Actions privilégiées de séries AD et AE	25 avril 26 juillet 25 octobre	24 mai 24 août 23 novembre

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport aux actionnaires sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les marques de commerce utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC CENTURA, RBC DAIN RAUSCHER, RBC ASSURANCES, RBC MORTGAGE, RBC MARCHÉS DES CAPITALS, RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA, RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL, RBC GESTION D'ACTIFS, RBC CARLIN, RBC DANIELS, RBC GESTION PRIVÉE GLOBALE, RBC PREMIER LINE OF CREDIT, PORTEFEUILLE DE CROISSANCE DYNAMIQUE SÉLECT RBC et RBC SUISSE, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisés par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales sous licence. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport, qui n'est pas la propriété de la Banque Royale du Canada, est la propriété de son détenteur respectif. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia sont titulaires de licences d'utilisation de la marque de commerce RBC.



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque – Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque – Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.